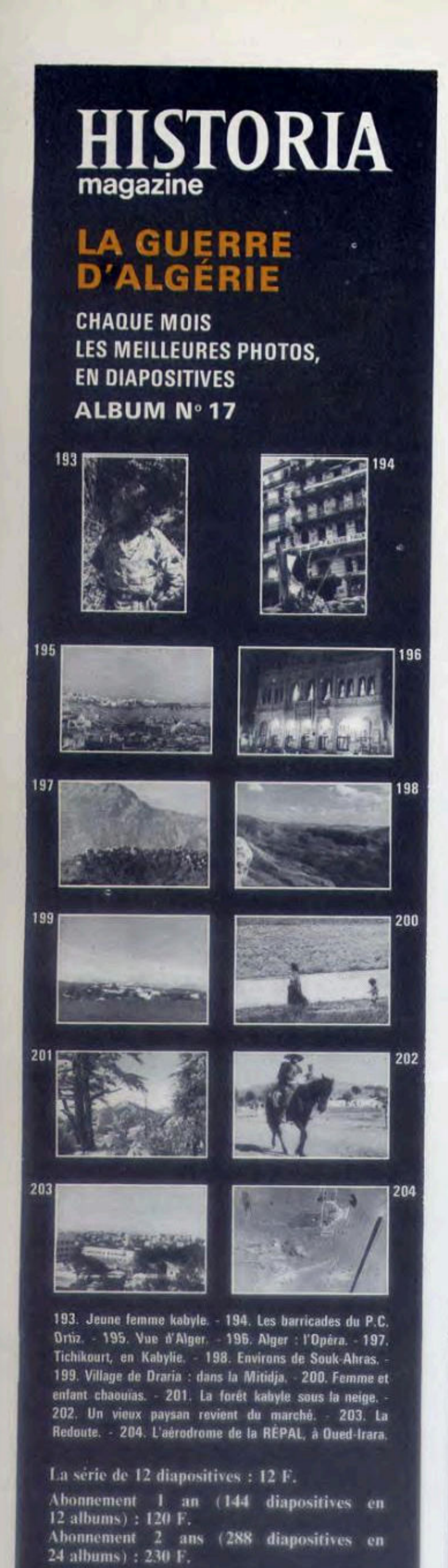


LES DERNIÈRES MISSIONS DE L'ARMÉE



193. Jeune femme kabyle. - 194. Les barricades du P.C. Ortiz. - 195. Vue d'Alger. - 196. Alger : l'Opéra. - 197. Tichikourt, en Kabylie. - 198. Environs de Souk-Ahras. - 199. Village de Draria : dans la Mitidja. - 200. Femme et enfant chaouïas. - 201. La forêt kabyle sous la neige. - 202. Un vieux paysan revient du marché. - 203. La Redoute. - 204. L'aérodrome de la RÉPAL, à Oued-Irara.

La série de 12 diapositives : 12 F.

Abonnement 1 an (144 diapositives en 12 albums) : 120 F.
Abonnement 2 ans (288 diapositives en 24 albums) : 230 F.

(La première série, encore disponible au prix de 10 F, est hors abonnement.)

Règlement exclusivement à la commande par chèque bancaire, chèque postal (C.C.P. Historia Magazine-Paris 2778-70), mandat, etc.

170 *bis*, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cédex 14.

Couverture : Marguerite S.

LES DERNIERS JOURS D'UNE GUERRE

Jean FONTUGNE

LES représentants du G.P.R.A. et du gouvernement français se retrouvent officiellement à Évian, le 11 mars 1962, pour engager les dernières négociations qui doivent conduire normalement au cessez-le-feu. Aucun des interlocuteurs ne doute du résultat : les accords ont en effet été préparés dans les moindres détails au cours de la seconde rencontre des Rousses. Ils ont, entre-temps, été approuvés par le C.N.R.A. et le général de Gaulle.

Ainsi, après sept ans d'une guerre à laquelle des milliards de francs ont été consacrés avec l'accord de toutes les formations politiques et qui a entraîné des dizaines de milliers de morts, les négociations sont à la veille de reconnaître le divorce définitif de la France et de l'Algérie. Une page de notre histoire sera tournée.

Certes, l'O.A.S. n'a pas encore perdu tout espoir de renverser la situation. L'organisation a, en effet, conservé toute son agressivité. En métropole, par exemple, son activité est chaque jour plus importante. Elle est parvenue à mettre les forces de police renforcées en alerte permanente à Paris. Les centaines d'arrestations d'activistes opérées au début du mois de mars ne diminuent pas sa combativité.

En Algérie, la situation est différente. Certes, les commandos de l'organisation poursuivent leurs attentats. Mais déjà des représentants du F.L.N. sont arrivés à Alger et ont pris contact avec les autorités françaises pour coopérer avec elles au maintien de l'ordre.

L'anxiété n'en est pas moins grande, tant à Paris qu'à Tunis et Alger, quand, ce dimanche 18 mars 1962, Ben Khedda, Belkacem Krim et le général de Gaulle annoncent simultanément le cessez-le-feu.

La nouvelle est accueillie avec une satisfaction non dissimulée dans les grandes capitales et des messages sont adressés au gouvernement français.

En Algérie, l'armée, qui applique depuis bientôt un an la trêve unilatérale, ne réagit pas. L'O.A.S., ou du moins les groupes se réclamant de l'organisation, préparent la riposte. Lancée quelques jours après, elle sera sanglante et provoquera la rupture définitive entre les forces militaires ou d'État et les derniers partisans de l'Algérie française menant la lutte armée dans les centres urbains.

J. F.

Sommaire n° 105 - Historia magazine n° 357

© Librairie Jules Tallandier, 1973.



Coll. particulière

Vitalis Cros : responsable du maintien de l'ordre.



G. Plasaules

Hydra, sur les hauteurs d'Alger. Là demeure le préfet de police Vitalis Cros. Non loin de la villa de Salan.

DIFFICILE NÉGOCIATION



E.C.P.A.

Le général Ailleret, commandant en chef en Algérie.



Cognet

Rocher-Noir, près d'Alger, où se trouvent les bâtiments ultra-modernes de la nouvelle Délégation générale.

C'ÉTAIT un honnête commerçant d'Hydra. Je le connaissais un peu parce que j'avais eu à plusieurs reprises l'occasion d'aller chez lui pour de menus achats. Dès après mon arrivée, comprenant sans doute déjà que j'exerçais quelque fonction officielle, il manifesta à mon endroit une espèce d'indifférence affectée mais toujours polie.

Nous fîmes connaissance et la glace se rompit assez vite : il visitait tous les ans sa famille en Corse et dans le midi de la France. Il parlait aussi le plus pur occitan... si bien que, dès le début de janvier 1962, nous étions devenus suffisamment familiers pour nous faire de grands signes d'amitié quand je passais en voiture et qu'il prenait le frais devant son magasin.

Il était, bien sûr, profondément « Algérie française » et me le disait souvent avec sa faconde et sa franchise de pied-noir. J'affirmais naturellement que toute opinion est respectable et que seuls les actes peuvent être répréhensibles.

Il faisait probablement partie de l'O.A.S.; cependant, nos contacts, nos échanges, nos rencontres plus ou moins accidentelles ne semblaient pas lui déplaire, et un matin, à ma grande surprise, il se réjouit avec moi du calme relatif qui régnait sur la ville et m'affirma que la France avait intérêt à s'entendre avec l'O.A.S., car elle seule « tenait tout en main » et était capable de sauvegarder l'ordre.

Je lui répondis par une boutade : « Il faudrait en parler à de Gaulle... » et je suis sûr qu'il aurait rêvé le faire.

Il y a indiscutablement un moment où la sédition a calqué ses mots d'ordre sur nos décisions (l'exemple du 24 janvier l'a prouvé) et on a pu constater, en ce début de janvier 1962, dans l'O.A.S., une hésitation sur la tactique à adopter.

A l'arrière-plan de cette période, qui s'étendit jusqu'au début de mars, il y avait la transformation progressive des conversations France - G.P.R.A. en négociations. Malgré le secret dont elles étaient entourées, des informations venues du dehors filtraient çà et là.

C'est le 11 janvier que Jean Morin réunit les préfets pour les informer de l'évolution des conversations.

De révolutionnaires, les représentants du G.P.R.A. se transformaient peu à peu en négociateurs et nous fûmes nombreux à découvrir ce jour-là que les accords pouvaient se réaliser plus vite que nous ne pensions.

Il y avait, autour du délégué général, à la réunion du 11 janvier, par ordre alpha-



Dalmas

◄ Rocher-Noir, un petit village bien tranquille devenu une cité sans âme que le péril de l'O.A.S. transformera en camp retranché.

bétique : Robert Andrieu (région d'Oran), Mohamed el-Mahdi Belhaddad (Constantine), Mansour Benozen (Sétif), Jean Bozzi (Mostaganem), Guy Cayssial (Médéa), Pierre Denizot (préfet de police d'Oran), Alfred Dieffenbacher (Tlemcen), Pierre Doueil (Tizi-Ouzou), Pierre Dumont (région d'Alger), Omar Mokdad (Saïda), Ahmed Noumri (Tiaret), Mohand Ourabah (Orléansville), Maxime Roux, secrétaire général de la Délégation, Ahmed Tabti (Batna), Louis Verger, directeur du cabinet, et Vitalis Cros (préfet de police d'Alger).

Cette réunion fut une excellente mise en condition, car Jean Morin examina au cours d'un débat très ouvert, où la liberté d'expression était totale, toutes les hypothèses concevables, y compris celle de l'échec de la négociation...

Sanctionnée par l'opinion mondiale

Mais il y avait, dans la nature même des participants à cette réunion du 11 janvier 1962, une indication sur l'évolution de l'Algérie. En dehors de la Saoura et des Oasis — dont les préfets n'étaient pas là — six départements sur treize avaient déjà un préfet musulman; l'évolution, consacrée moins de six mois plus tard, était donc déjà amorcée.

Peu de changements sont d'ailleurs intervenus jusqu'en juillet, sauf en ce qui concerne Oran et Constantine, où René-Georges Thomas et Jean Tomasi prirent leurs fonctions régionales le 1er mai et le 21 février.

Les informations qui furent données aux préfets ce jour-là contenaient, au fond, toute la perspective des événements futurs.

Nous enregistrions tous les jours dans nos divers contacts les questions de fond qui surgissaient de l'incohérence dans laquelle nous vivions :

Conversations et négociations : avec qui?

Autodétermination : comment?

C'était, évidemment, le nœud du problème, et on oublie vite que les réponses précises et définitives sont réellement venues à ce moment-là.

L'autodétermination n'avait pas bonne presse, c'est bien évident, chez les Français d'Algérie, parce qu'ils ne représentaient qu'un dixième de la population.



Jean-Louis Normand



Jean-Louis Normand

Aussi la tendance était-elle de dire que cette formule était dépassée. Comment pouvait-elle être dépassée, alors que c'était celle que les peuples libres adoptaient partout pour résoudre pacifiquement leurs problèmes et que toute l'Afrique était indépendante? Le référendum du 8 janvier 1961 en avait décidé ainsi, en France comme en Algérie, et comment faire pour en sortir, sinon s'en remettre à la règle démocratique?

Certes, les Européens, survoltés après les événements de 1960 et de 1961, auraient accepté cette règle dans la mesure où ils auraient été majoritaires, et l'O.A.S. était là pour les encourager, en s'appuyant sur la certitude enracinée depuis la conquête, et pratiquement jamais contredite, que l'Algérie était une province française habitée et rendue florissante par les seuls Français. La loi du 28 décembre 1900, qui avait donné à l'Algérie un statut particulier pour éviter la sécession après l'affaire Dreyfus, comme la classification en communes de plein exercice, communes mixtes et communes indigènes restaient confusément, dans l'esprit de la majorité des Français, un idéal administratif et politique que les réformes libérales récentes n'avaient pu entamer. Aussi ne pouvaient-ils admettre que cette province, qu'ils s'obstinaient à considérer comme française, malgré le climat, la langue, la géographie, la population..., pût décider

Jean-Louis Normand



◄ L'O.A.S. lance aussi des opérations « embouteillage » : les autobus sont mis en travers des rues avec leurs pneus dégonflés. Ainsi il sera quasiment impossible pour les forces de l'ordre d'arriver à les déplacer.

chec des négociations, sont émises au cours de la réunion du 11 janvier

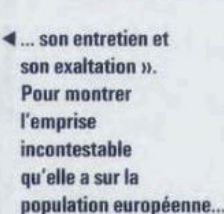
◄ Salan, dans sa note d'orientation en vue de l'établissement du plan d'action de l'O.A.S., avait mis l'accent sur l'importance de...




... « l'utilisation de ► la foule que les théoriciens de la guerre révolutionnaire appellent « la marée humaine », son rassemblement...

Jean-Louis Normand




◄ ... son entretien et son exaltation ». Pour montrer l'emprise incontestable qu'elle a sur la population européenne...


... d'Alger ou d'Oran, ► l'O.A.S. lance des ordres de grève. Toute la population, alors devenue oisive, déambule sans fin dans les rues *(photos)*.

Jean-Louis Normand

du choix de son destin par un vote de tous ses habitants.

Ils le firent bien voir.

La représentativité du F.L.N. était, bien entendu, mise en question.

Comment ne pas rappeler à ce propos que le F.L.N. n'était pas reconnu comme le gouvernement de l'Algérie puisque ce territoire était sous la souveraineté française? Mais il fallait bien constater :

a) d'abord, que le F.L.N. groupait ceux qui nous combattaient les armes à la main — et avec qui faire la paix, sinon avec ceux contre qui l'on se bat?

b) ensuite, que le F.L.N. représentait de plus en plus les sentiments les plus largement répandus chez les musulmans et, surtout, la volonté d'émancipation qui s'épanouissait au-delà de leurs discordes;

c) enfin, que la représentativité du F.L.N. était, en fait, sanctionnée par l'opinion mondiale, soit qu'elle l'eût soutenue, ce qui était le cas le plus fréquent, soit qu'elle l'eût désavouée.

L'O.A.S. prétendait, évidemment, défendre sa propre représentativité en se lançant dans le terrorisme, et nous rencontrions beaucoup d'Européens, mis en condition par la propagande, qui ne pouvaient ou ne voulaient pas comprendre, sur le simple plan du droit — et en faisant abstraction des opinions des uns et des autres — qu'il était exclu que Paris négociât un accord interne avec ceux qui envisageaient, malgré qu'ils en eussent, de se retirer de la communauté française. Je dois dire que cet argument trop simple n'avait aucune prise sur nos interlocuteurs les plus passionnés. Vers cette époque, j'eus, avec un éminent chef d'entreprise, cultivé et historien à ses heures de surcroît, deux ou trois conversations édifiantes. L'argumentation de cet homme — de bonne foi, je pense — consistait à dire obstinément que, puisque les Français d'Algérie faisaient partie de la communauté nationale, il fallait d'abord s'entendre avec eux. Et je lui répondais inlassablement que rien n'était plus facile, à la condition qu'ils se conformassent aux lois de leur pays. Seulement, mon inter-

Jean Morin : de ► Rocher-Noir, où il s'est installé avec son cabinet, ses directeurs et ses dactylos, il dirige la lutte contre l'O.A.S. Il est résolu à agir vite, avant que la prise en main de la population ne soit totale.



Conessa/Paris-Match

locuteur ne pouvait concevoir une seconde que quelque chose pût changer dans un pays où la loi française n'avait jamais été totalement appliquée, et où la « manipulation » de Paris par les colons était une donnée historique presque constante depuis 1830. Il le niait tout simplement, en insistant sur le réalisme fécond des Français d'Algérie et sur les services décisifs qu'ils avaient rendus à la métropole en tout domaine.

Subversion et terrorisme

Ce genre de discussions n'avait que l'avantage de faire connaître la position irréversible du pouvoir.

Quant à la représentativité du F.L.N., elle était, pour les moins irréductibles, comme l'Amérique avant Christophe Colomb : elle n'existait pas et ils ne voulaient pas en entendre parler.

Le général de Gaulle avait annoncé, le 8 mai 1961, l'ouverture des conversations France-F.L.N. et affirmé, le 5 février 1962, qu'il était décidé à appliquer le référendum du 8 janvier 1961.

Les pourparlers d'Évian (20 mai - 13 juin 1961) et de Lugrin (19-28 juillet) avaient fait malgré tout avancer les échanges de vues et l'idée de la création d'un exécutif provisoire avant l'autodétermination, connue dès avant les Rousses (11-18 février 1962), avait provoqué quelques remous.

On avait l'impression, dans certains milieux, que cette institution était une anticipation sur le choix des Algériens, mais ce qui nous frappa, c'est que l'opinion française, même de tendance O.A.S., en Algérie évolua, après les Rousses, sur deux plans.

Le premier était, bien entendu, celui de la subversion et du terrorisme, et c'était le plus visible. Il y en eut bien vite un deuxième, engendré par les circonstances, qui épousait la forme des conversations. Dans le même temps que grandissait le désordre, les Français d'Algérie, comme l'O.A.S., s'interrogeaient malgré tout sur ce que serait leur destin.

Or on ne pouvait pas empêcher que ►

Mers el-Kébir: de ▶ formidables ouvrages souterrains creusés dans la montagne font de cette base le port antiatomique de la Méditerranée. Aux entretiens des Rousses, les négociateurs s'efforceront d'obtenir des Algériens le plus long bail possible.



R. Bail

A l'hippodrome, on oublie, le temps d'un Grand Prix, le terrorisme et l'incertitude de l'avenir. Pour tous, c'est une période d'attente. Attente de la signature des accords pour les musulmans, attente d'un miracle pour les Européens... ▼



J.-P. Lavalette



Copery

◀ Ouargla, préfecture des Oasis. Autre point noir des négociations entre le gouvernement français et les ministres du G.P.R.A. : le Sahara et ses immenses richesses. Mais le général de Gaulle, qui veut rapidement soulager la France du « boulet algérien », donnera au F.L.N. la possibilité d'obtenir satisfaction sur le Sahara comme sur d'autres points.

les musulmans terrorisés ne sortent plus

ce destin n'eût été ou ne fût évoqué, à Évian et à Lugrin, puis aux Rousses, du 11 au 18 février, et enfin à Évian, de nouveau, après le 5 mars.

Des instructions de plus en plus précises continuaient de nous parvenir en prévision des hypothèses les plus variées. C'est le 16 janvier que Jean Morin diffusa ses instructions, en cas de troubles graves, au sujet de la circulation aérienne, maritime et terrestre et le port des armes.

Les premières affiches — dans l'hypothèse de la conclusion des accords — furent stockées dans les préfectures et sous-préfectures à partir du 10 février. Une directive générale pour les fonctionnaires parut vers la même date.

La première directive, en cas de cessez-le-feu, annoncée par un télégramme du 5, parvint le 14, sous la signature de Jean Morin.

Ce document, d'une grande élévation d'esprit, ne comportait pas une seule idée, un seul mot que pût récuser n'importe quel citoyen libre de n'importe quel pays civilisé. Il se terminait par ces deux phrases :

« Assurer le calme, c'est renforcer la contagion de la paix. Je vous demande d'y consacrer tous vos soins et toute votre énergie. »

Parallèlement arrivaient les instructions de la hiérarchie militaire qui, sous la signature de Charles Ailleret, orientaient les militaires dans le sens des directives du pouvoir. Il fallait, à tout prix, éviter les affrontements, mais en même temps faire face, en cas de nécessité, à l'insurrection armée.

Une nouvelle réunion chez le délégué général, sur la négociation, eut lieu à Rocher-Noir, le 24 février 1962, à la suite des conversations qui s'étaient poursuivies « aux Rousses » du 11 au 18 février et où la délégation française était présidée par Louis Joxe. Les conclusions provisoires des pourparlers, dont nous eûmes connais-

Louis Joxe, né le ▶ 16 septembre 1901. Agrégé d'histoire et de géographie, sa carrière de professeur fut courte : 1925-1927. A l'enseignement il préféra la politique. Avant la seconde guerre mondiale, il fut chef adjoint du cabinet de Pierre Cot. Puis, de 1942 à 1944, secrétaire général du Comité de libération nationale. Il occupa ensuite, entre autres postes, ceux de secrétaire général du ministère des Affaires étrangères; secrétaire d'État auprès de Michel Debré; ministre de l'Éducation nationale, puis ministre d'État chargé des Affaires algériennes. Il adore la musique.



A.I.G.L.E.S.

sance ce jour-là, donnaient une idée précise de ce que furent plus tard les accords d'Évian. C'est ce même 24 février, pendant que j'étais à Rocher-Noir, qu'eurent lieu à Bab-el-Oued les deux premières fortes séries d'attentats (après l'assassinat du chauffeur de taxi Georges Héritier) au cours desquelles on eut à déplorer 20 victimes musulmanes.

Le 26 février 1962, les brochures groupant brièvement les conclusions provisoires des pourparlers nous parvinrent sous le titre *L'Algérie à l'heure de la paix*.

Ces brochures étaient spécialement destinées, selon les instructions :

a) aux cadres d'autorité et aux cadres techniques jusqu'aux plus bas échelons de l'administration et de l'armée;

b) aux personnalités qui, dans quelque domaine que ce fût, dans les milieux urbains ou ruraux, étaient connues pour exercer une influence sur leur entourage;

c) au maximum de personnes avec qui chacun était en relation dans tous les secteurs.

Elles devaient être diffusées avec le maximum de rapidité dès l'annonce du cessez-le-feu, sans attendre le texte complet des accords, qui était annoncé dans la semaine qui suivrait.

Le stockage de ces brochures dans les préfectures et sous-préfectures, qui suivit d'assez près celui des premières affiches, ne pouvait passer inaperçu. D'ailleurs, en dehors du contenu précis des accords — qui ne serait connu qu'après le 19 mars — les conclusions des pourparlers faisaient l'objet de longs commentaires de la presse du monde entier, et le durcissement de l'O.A.S. à ce moment-là ne pouvait plus nous surprendre.

Il est probable que si la signature des accords a demandé plus de deux semaines après le 5 mars, c'est un peu parce que, depuis le 18 février, le terrorisme de l'O.A.S. posait des problèmes toujours renouvelés.

Les grèves, les clous répandus sur les routes ou dans les rues, les fermetures de magasin, tout atteignait peu à peu la vie même des villes et des campagnes. Quant aux attentats, ils augmentaient toujours et les musulmans, qui en étaient les principales victimes, se terraient de plus belle dans leurs quartiers.

Au fond, en cette mi-février 1962, l'O.A.S., alors qu'elle faisait dire qu'elle tiendrait de plus en plus le pouvoir en échec, était en train de perdre sur tous les tableaux.

D'abord les honnêtes gens qui avaient cru pouvoir la suivre se sentaient devenir complices d'assassins ou assassins eux-mêmes, et ce n'est pas une position confortable. D'ailleurs, au sein des familles dont certains membres appartenaient à l'O.A.S., tout n'allait pas pour le mieux, et si parmi elles on a surtout remarqué les hommes ou les femmes irréductibles parce qu'ils se manifestaient bruyamment au-dehors, beaucoup souffraient dans le silence, le désespoir et l'abandon.

Ensuite, l'O.A.S., qui, quelques mois auparavant, pouvait encore clamer son amour de l'Algérie et de ses habitants et dont certains membres avaient eu, avant sa création, des positions qui avaient trouvé, à l'époque, un écho du côté musulman, soit par leur libéralisme, soit par leur désir d'affirmer l'idée de la France autrement qu'en « cassant du fellagha », soit par leur volonté sincère de promouvoir un statut acceptable pour tous, avait fait, par la sauvagerie de son terrorisme, l'unanimité des musulmans contre elle.

Enfin, pour l'opinion métropolitaine et mondiale, les jeux étaient déjà faits. Entre ceux qui encourageaient encore l'O.A.S. du bout des lèvres, sous prétexte de revanche, ceux qui auraient voulu l'approuver mais qui étaient bien obligés d'admettre que ses méthodes n'étaient pas « convenables » et la grande masse qui la combattait désormais de plus en plus, il y avait place pour toutes les opinions, pour tous les sentiments, sauf pour la confiance.

Méfiance silencieuse de certains Français terrorisés, méfiance horrifiée de tous les musulmans, méfiance totale ou nuancée de la France et du monde, on peut se demander comment l'O.A.S. a pu, malgré tout cela, poursuivre son action.

Habitués depuis des années, depuis des décennies, à confondre le réel avec leurs affirmations, ses dirigeants ont agi en fonction de l'état second dans lequel la guerre et la clandestinité les avaient plongés. Les mythes étaient leur vérité, ou, au moins, celle qu'ils voulaient imposer aux autres, et comme la vérité commune est ce que l'on croit être vrai, ils avaient fini par se persuader eux-mêmes, en ornant leur idéologie passionnelle des oripeaux d'on ne sait quel idéal.

Et l'O.A.S. a quand même signé la paix avec le F.L.N., avec trois mois de retard.

Coup de tonnerre dans un ciel serein

J'eus, courant février, quelques conversations amicales avec mon honnête interlocuteur d'Hydra.

Il comprenait de moins en moins ce qui arrivait. L'annonce, le 5 février, de la reprise des négociations fut, pour lui, comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Tout cela ne pouvait pas exister, c'était un vaste mensonge, puisque Salan, Gardy, Jouhaud et tous les autres disaient qu'aucun accord ne serait conclu, à aucun moment.

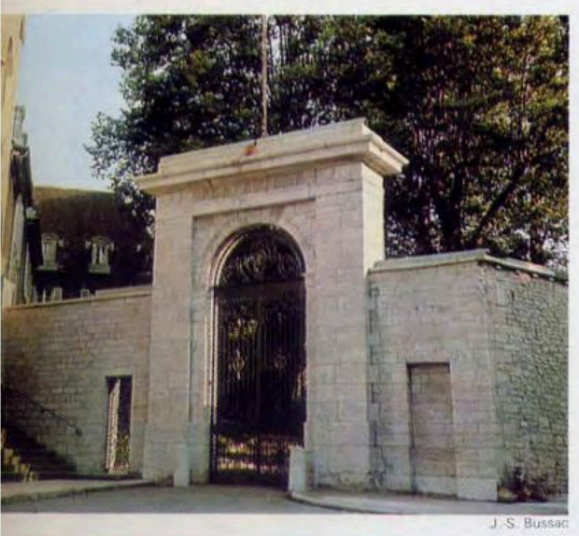
Je ne l'ai jamais convaincu que de ma bonne foi... et j'étais sûr de la sienne; seulement, nous ne pouvions pas percer le mur absurde d'incompréhension dont les événements l'enveloppaient.

Il était certainement très malheureux. Il avait pour commis un Kabyle prénommé Maghid et il m'a été donné de vivre le drame profond de ces deux hommes qui voulaient s'aimer et se respecter et ne se sentaient en sécurité que quand ils étaient ensemble...

Ils ont été aussi bêtement l'un que l'autre assassinés tous les deux... 

Vitalis CROS

LES MYSTÉRIEUX PENSIO



◀ La préfecture de Lons-le-Saunier. Le préfet sera chargé par le premier ministre de faciliter les contacts entre représentants algériens et français.

J.-S. Bussac

Le chalet du Yeti, ▶ grande bâtisse montagnarde située à proximité de la frontière suisse. Là se dérouleront les entretiens.



J.-S. Bussac



J.-S. Bussac

L'hôtel Arbez, sur ▶ la frontière. Comme disent les gens du pays, la salle à manger est à moitié sur la France et à moitié sur la Suisse.

◀ Hôtel Franco-Suisse : autre nom, autre façade de l'hôtel-restaurant Arbez, dont la situation privilégiée est très appréciée par certains.



J.-S. Bussac

A SUIVRE l'histoire officielle, c'est la seconde conférence d'Évian qui a réellement mis fin à la guerre d'Algérie. Mais on ne peut oublier que la conférence a été précédée de deux mois et demi de contacts secrets, les entrevues des Rousses, émaillées d'incidents, de menus faits, qui paraissent relever de la petite histoire, mais qui n'en éclairent pas moins le déroulement des événements.

Tout commence le 30 novembre 1961. Ce jour-là, le préfet du Jura, Pierre Aubert, reçoit un coup de téléphone du directeur général de la Sûreté nationale, qui vient troubler un emploi du temps sagement ordonnancé. Le message est bref. Il faut s'attendre à l'arrivée prochaine à Lons-le-Saunier de Jacques Corbon, qui a été le chef de cabinet de Pierre Aubert alors que celui-ci était préfet de l'Aveyron. Quelques jours plus tard, nouveau coup de téléphone. Les choses deviennent plus claires. Jacques Corbon arrivera le 5 décembre, porteur d'une lettre du premier ministre. Tout doit se passer dans le plus grand « secret ».

Pierre Aubert commence à comprendre. Sans doute s'agira-t-il de faciliter des négociations un peu spéciales... Exactement. Du même ordre et de la même façon que celles d'Évian... Du même ordre, oui; de la même façon, pas du tout. Le 5 décembre, le mystère est éclairci. Le préfet du Jura, avec le maximum de discrétion, devra faciliter les contacts secrets entre les délégués algériens, venus de Suisse, et les représentants français, qui ne seront autres que le ministre d'État chargé des Affaires algériennes, Louis Joxe, et le diplomate Bruno de Leusse. Leur arrivée est prévue à Lons pour le 9 décembre au matin.

Au poste de La Cure, à 13 h 30

Mais pourquoi avoir choisi le Jura pour ces entretiens secrets? En fait, pour le gouvernement, le problème est simple. Les contacts devront avoir lieu en territoire français, dans un des départements frontières de la Suisse. C'est par élimination que celui du Jura a été choisi. Le Haut-Rhin ne dispose que d'une étroite frontière avec la Confédération helvétique, qui se limite à Bâle. Son préfet s'est acquis une solide réputation de bavardage et le choix de son département aurait été pour le moins dangereux. Le territoire de Belfort ne dispose, lui aussi, que d'un étroit créneau et son préfet vient tout récemment d'entrer en fonctions. Avec une frontière de plus de 150 kilomètres, le Doubs aurait fort bien pu faire l'affaire, mais son préfet passe pour être un homme de bureau plutôt qu'un homme d'improvisation et d'aventure. Le département de l'Ain est exclu *a priori*, en raison de la présence de Dupoizat, qui a été secrétaire général du gouvernement tunisien et qui vient juste d'arriver. Quant à la Haute-Savoie, elle est exclue, étant réservée aux négociations officielles à Évian. Il ne reste donc que le Jura, bien que la présence encombrante d'Edgar Faure ne soit pas pour faciliter les choses!

Quoi qu'il en soit, le samedi 9 décembre, après être passés à Colombey pour recevoir les dernières instructions du général de Gaulle, Louis Joxe et Bruno

NNAIRES DU YETI

De Gaulle. Tout ▶ au long de la semaine, il sera en contact téléphonique avec les délégués français. Joxe l'appellera au moins une vingtaine de fois.

Robert Buron, ministre des Transports : un personnage haut en couleur, doué d'un appétit d'ogre. Il égaiera les repas des pensionnaires du Yeti. ▼



Keystone



D. Berety/Rapho

de Leusse arrivent, par la route, à la préfecture de Lons. L'arrivée des délégués F.L.N., étant prévue au poste de La Cure, à 13 h 30, le déjeuner est servi dès 11 heures. Repas raffiné, émaillé d'excellents vins du Jura. En épicuriens de classe, Joxe et de Leusse ne cachent pas leur satisfaction, sans pour autant se dissimuler les difficultés qui les attendent.

Une salle à manger sur la frontière

Peu avant 13 h 30, tout le groupe arrive en voiture au poste de La Cure, dont le franchissement a la réputation de n'être pas très redoutable. Il offre d'ailleurs une particularité que connaissent bien les amateurs de petit trafic de cigarettes et de plaques de chocolat : à la sortie du poste français se trouve, en effet, une fourche. A gauche, la route de Lausanne, avec le poste de contrôle suisse, à droite la route de Genève par le col de la Faucille. Au milieu de la fourche, l'hôtel-restaurant Arbez est à cheval sur la frontière et la salle à manger se trouve à moitié sur la France et à moitié sur la Suisse, comme on dit dans le pays. Il est encore possible de pénétrer dans l'hôtel des deux côtés... La douane française se montre tolérante pour une contrebande qui ne va pas très loin.

A l'heure dite, la grosse voiture américaine attendue se profile. Elle marque un bref temps d'arrêt devant le poste suisse et le passage de la frontière française s'effectue le plus facilement du monde, le préfet Aubert ayant pris la précaution de prier les gendarmes de faciliter le passage d'un groupe d' « amis ». Les délégués F.L.N. n'ont pas été reconnus.

En tout cas, ils n'auront pas à aller bien loin en territoire français. Au bout de 800 mètres à peine, la voiture s'arrête devant une énorme bâtisse rébarbative, aux allures de blockhaus, le chalet du Yeti, qui se trouve en bordure de la route et en face d'un des meilleurs hôtels des Rousses, qui répond au nom accueillant du « Gai-Pinson ». C'est là que se dérouleront la plupart des entretiens. L'immeuble a été construit par le département pour servir de garage aux engins de déneigement et il offre de sérieuses garanties de discrétion, avec un mur pratiquement aveugle du côté de la route. L'entrée des garages se trouve sur la façade opposée. Mais toute la partie supérieure, légèrement en retrait, constitue un ensemble habitable auquel on accède par un escalier extérieur.

A gauche d'un interminable couloir, on trouve une grande salle et des cuisines. A droite, des « cellules », c'est-à-dire des chambres à un, deux ou trois lits superposés réservées au logement des cantonniers et dotées de douche, de lavabo, avec eau chaude et eau froide. Au fond du couloir, à gauche et à droite, deux appartements confortables, celui de droite comportant trois chambres, cuisine et salle de bains. C'est dans cet appartement que se dérouleront toutes les conversations. Au cœur des négociations, une chambre sera réservée à Joxe, les deux autres à Robert Buron et à Louis de Broglie. Bruno de Leusse et le préfet Pierre Aubert partageront une des cellules.

D'interminables palabres

Cela dit, en ce samedi 9 décembre 1961, les délégués F.L.N., baptisés les « olivâtres » ou « basanés », voire les « Italiens » ou les « frères » ou bien encore les « soi-disant » ou les « teintés », n'en mènent pas large et ne paraissent pas particulièrement à leur aise. C'est inquiets qu'ils descendent de voiture, avant d'essuyer consciencieusement leurs pieds sur le paillasson. Ils se demandent si ce n'est pas la détention ou encore une exécution sommaire qui les attend. Le plus petit, Saad Dahlab, le visage enfoui dans un immense cache-nez, déclare qu'il a mal à la tête. Quant à Ben Yahia, le visage émacié, il ne crâne pas davantage.

A peine se trouvent-ils dans l'appartement du fond qu'ils réclament du café. Cela deviendra un rite. En tout cas, les conversations avec Joxe et de Leusse se déroulent pendant six heures d'horloge, coupées d'une brève interruption pour le thé. Les convoyeurs suisses se morfondent. La plus étonnée de cette étrange rencontre est la femme du chef cantonnier. Quelle idée saugrenue le préfet a-t-il bien pu avoir de recevoir des amis dans cette bâtisse, par un après-midi d'hiver! Vraiment bizarre, ce préfet qui fait lui-même le service et qui n'a rien trouvé de mieux que de répartir ses invités dans des pièces différentes!

Les premières conversations s'achèvent enfin et Joxe et de Leusse s'accordent quarante minutes de détente. Malgré la tension de ces heures d'interminables palabres, ils se montrent charmants. Un whisky clôt la journée et on reprend la route, non sans avoir décidé d'un déjeuner à Paris avant la fin de l'année... ▶

les délégués algériens sortiront par la porte du potager dont le pré

En fait, le vendredi 22 décembre, Joxe et de Leusse sont de retour. Cette fois, ils sont venus directement de Paris et ont effectué le trajet en train jusqu'à Dijon, avant d'emprunter la route jusqu'à Lons. A cette occasion, le préfet Aubert leur donne quelques conseils pour assurer la discrétion qui s'impose. Au lieu de prendre le train de 18 h 15, toujours bourré de parlementaires et de personnalités, il serait préférable de prendre le Simplon, train international dans lequel on ne rencontre jamais personne et dont le départ s'effectue, gare de Lyon, du côté des trains de banlieue. Le préfet conseille encore à Joxe de dissimuler sa chevelure blanche sous un chapeau et de porter des verres fumés. Pour assurer le secret au sein même de la préfecture, il est convenu que les « amis » arriveront toujours par la voie normale, et très fréquentée, de la grille et de la cour d'honneur. En revanche, les sorties s'effectueront par la porte du potager, dont le préfet se procure discrètement la clef.

La mystérieuse Opel G.D. 12847

Le lendemain, les conversations se déroulent à nouveau au Yeti, suivant le scénario mis au point quinze jours plus tôt. Arrivée au poste frontière en avance, l'Opel G.D. 12847 des « basanés » se représente à 14 heures précises et passe sans la moindre anicroche. Cette fois, les « frères » semblent plus assurés et négligent de s'essuyer les pieds. Ben Yahia arbore un air particulièrement satisfait. Il est vrai qu'au cours des deux semaines écoulées il a été amené à traverser la France pour conférer, au château d'Aulnoy, avec Ben Bella.

Les heures s'écoulent à nouveau, interminables, et il est près de 21 heures quand la rencontre prend fin.

Le préfet ramène lui-même Joxe et de Leusse à Lons, par une route difficile, avec verglas et brouillard. En cours de route, il demande à Joxe s'il est fatigué par les discussions de l'après-midi. « Moins qu'à la Chambre », lui répond le ministre.

A l'occasion du dîner pris à la préfecture, Pierre Aubert en profite pour faire plus ample connaissance avec « ses amis ». Louis Joxe en impose et fait figure de grand monsieur, tout en restant simple.

Le baptistère de la Fontaine de Rome

Sa culture d'universitaire et de diplomate est immense. C'est également un fin conteur, plein d'humour. Malgré une pointe de scepticisme, il est foncièrement bon et bienveillant. Quant à Bruno de Leusse, c'est un diplomate de carrière, nourri dans le sérail. L'intelligence est vive, le caractère mordant et l'homme ne se gêne pas pour déclarer ce qu'il pense. A tout instant, il s'exclame, d'un ton qui n'appartient qu'à lui : « Ah, ça alors! Non, tout de même. » De Leusse a des amitiés et des inimitiés féroces. S'il se proclame sceptique, il est en réalité indifférent.

A bâtons rompus, la conversation roule sur l'art, la peinture, la littérature. Joxe vient de lire le *Matin des magiciens*, qui le « laisse sur sa faim », déclare-t-il. De Leusse ne cache pas son admiration pour Simenon. Les propos concernent également les travaux de restauration de la préfecture, que le préfet Aubert dirige depuis 1958 avec un goût parfait. L'hôtel de la préfecture est installé dans un ancien couvent de bénédictines, édifié au début du XVIIIe siècle par Dom Vincent Duchêne. Le cloître sert de cour d'honneur.

A l'occasion de la visite des lieux, Joxe admire la tribune, qui donne directement de la préfecture sur l'église Saint-Désiré et surtout reste pétrifié d'admiration devant le baptistère de la Fontaine de Rome, mis au jour à l'occasion des travaux, et qui soutient la comparaison avec celui de Fréjus.

Le lendemain matin, dimanche 24, Joxe rédige le rapport des discussions de la veille. Avant son départ en hélicoptère sur le terrain de Courlaoux, on met au point, dans l'éventualité des prochaines rencontres, le système de communication entre l'Élysée et la ligne directe installée dans la chambre de l'appartement ministériel qu'occupe Joxe. En réalité, il n'existe pas, à proprement parler, de ligne directe. Pour éviter toute écoute possible à partir de la poste de Lons, où les communications officielles intéressant le préfet ne sont pas tellement nombreuses, on adopte un système simple, qui offre, en principe, le maximum de garanties. C'est le préfet lui-même qui appellera d'abord le chef des services téléphoniques de la direction départementale des P.T.T. et c'est celui-ci qui demandera le numéro de l'Élysée, BAL. 20-00, sans passer par une standardiste ou une surveillante.

Le nombre des communications qui arrivent à l'Élysée est, en effet, si élevé et le trafic parisien si intense qu'à moins d'un hasard malheureux il est pratiquement impossible à une standardiste de se livrer à une écoute, quelle qu'elle soit. Par l'intermédiaire de la direction départementale de Lons, le préfet obtiendra donc le standard de l'Élysée, demandant le colonel de Bonneval et s'annonçant sous le nom d'Aubert de la Montagne! Malgré l'aversion bien connue du général de Gaulle pour le téléphone, les conversations seront très nombreuses et Joxe

Coll. particulière



Ben Yahia : une arrivée en voiture américaine.



Keystone

Bruno de Leusse : une cellule pour chambre à coucher.



Keystone

Ci-dessus : Jean de Broglie, secrétaire d'État au Sahara.
Ci-dessous : Saad Dahlab, un négociateur fort habile.



Coll. particulière

devra l'appeler, à Paris ou à Colombey, au moins une vingtaine de fois.

Une semaine plus tard, se déroule une troisième rencontre entre délégués français et F.L.N., mais cette fois au lac de Chalain, bien connu des milliers de touristes qui en envahissent les abords au cours de l'été. Mais l'hiver, notamment, il est totalement désert et seul, un régisseur-gardien occupe les locaux et le petit restaurant qui se trouve à côté des ruines du château. C'est là, avec le maximum de discrétion, que se retrouvent les deux délégations, renforcées, du côté français, par le colonel de Seguins-Pazzis. Une fois encore, il s'agit de recevoir des « amis » dans des conditions de tranquillité parfaites.

L'art de rendre confuse une explication claire

Mais cette fois encore, les représentants du F.L.N. n'en mènent pas large. La petite route, qui conduit du poste de La Cure au domaine de Chalain ne leur dit, pour commencer, rien qui vaille. Il s'agit, en effet, d'un mauvais chemin, taillé dans la falaise, et qui dévale depuis le plateau par des pentes de plus de 15 %. En principe, la route est à sens unique. L'inquiétude des « Italiens » est d'autant plus vive que l'escorte suisse a refusé de les accompagner si avant en territoire français.

Ces émotions ne contribuent pas à faire avancer les discussions, qui semblent toujours piétiner. Joxe en vient à se demander si ses interlocuteurs sont enfin des hommes politiques ou encore des fellaghas. Ils ont l'art de remettre en question ce qui paraissait acquis au cours des réunions précédentes. Des deux délégués, c'est Saad Dahlab qui apparaît comme le plus intelligent, le plus habile. Il a l'esprit vif et le sens de la repartie. C'est un esprit lucide, mais quand il veut et quand il faut, il sait rendre confuse une explication claire.

Quant à Ben Yahia, il paraît un peu plus assuré et s'efforce même d'être aimable. Joxe ne cache pas une certaine impatience : « Il faudra peut-être arriver à rédiger quelque chose et le leur faire avaliser, ce qui arrive souvent en fin de négociations. » En manière de conclusion, il ajoute : « Si le général discutait avec eux, il y a longtemps qu'il les aurait f... par la fenêtre! »

La conversation se poursuit cependant sur des sujets moins graves. Le préfet prend la défense du jeu des échecs, infiniment supérieur au bridge, qui reste trop souvent un exercice de salon, assorti de papotages inconsistants. Alors qu'avec quelques dons et un peu d'observation, on peut devenir un joueur de bridge acceptable, aux échecs, il en va tout autrement, et la loi cruelle de l'âge ne pardonne pas. Devant un auditoire de choix, fort intéressé, Pierre Aubert aborde les simultanées, les parties à l'aveugle et les limites de la machine électronique.

Au matin de la Saint-Sylvestre

En conclusion, les échecs sont tout un monde et on peut les aborder sous tous les aspects, philosophique, scientifique, technique, sociologique, artistique, poétique et surtout psychologique.

Au matin de la Saint-Sylvestre, les « amis » quittent Lons en catimini. La première phase des conversations dites des Rousses vient de s'achever. En principe, il n'y aura pas de nouveaux contacts avant une quinzaine de jours. Après, on verra, ou bien ce sera encore le Jura ou bien ce sera peut-être l'ouverture de négociations officielles à Lugrin. Les progrès restent très lents. Un résultat n'en a pas moins été acquis : la presse soupçonne l'existence de contacts franco-algériens, mais se révèle incapable d'en déterminer l'emplacement. Le secret, qui conditionne, en grande partie, la réussite de l'affaire, est bien gardé. H

Philippe MASSON
(recueilli auprès du préfet Aubert)


J.-S. Bussac


J.-S. Bussac

Intérieur du chalet du Yeti. *Ci-dessus :* la salle de réunion. *Ci-contre :* une chambre du fond. Le Yeti servait de hangar aux chasse-neige des Ponts et Chaussées, d'appartement pour le conducteur des travaux et sa famille, d'« hôtel » pour un certain nombre de fonctionnaires et d'ingénieurs désireux de faire du ski pendant les vacances ou les week-ends. Aussi, les habitants des Rousses, habitués à un va-et-vient autour du chalet, ne prêteront guère attention à ces nouveaux « pensionnaires ».

TRIPOLI : L'ÉPÉE E

Freddy Bertrand

Les trois ministres du G.P.R.A. (Dahlab, Ben Tobbal, Yazid) et les trois ministres du gouvernement français (Joxe, de Broglie, Buron) qui se sont secrètement rencontrés dans le chalet montagnard ont trouvé des solutions pour résoudre les principaux problèmes sur lesquels avaient achoppé jusque-là les discussions franco-F.L.N. Mais certains points de divergence subsistent à propos de la durée de la présence française au Sahara, de la durée du bail français à Mers el-Kébir, du statut des Européens d'Algérie. De Gaulle estime cependant inutile de poursuivre un débat secret à ce sujet. « Le dossier est maintenant presque complet, explique-t-il à Tricot. C'est au F.L.N. à jouer. Si "leur" C.N.R.A. entérine l'accord que le G.P.R.A. a conclu, aux quatre cinquièmes, avec nous, une dernière rencontre publique à Évian nous permettra, cette fois, de conclure. »

Ce « dossier », c'est, du côté algérien, le ministre des Affaires étrangères, Saad Dahlab, qui le possède le mieux. Il a, dans ses cartons, les documents très précis qu'ont rédigés, sur chaque affaire débattue, ses collaborateurs les plus proches (Harbi, secrétaire général de son ministère depuis août 1961, Brahimi, Benhabyles, Lerdani), mais il consulte rarement ses notes. Lorsqu'il discute, avec des interlocuteurs algériens ou français, de la négociation en cours avec Paris, sa « mémoire d'éléphant » lui permet de mettre immédiatement en avant, et de manière très circonstanciée, les points importants.

◀ Belkacem Krim arrive en Suisse où il est attendu par El-Wakil, représentant de la Ligue arabe à Genève. Négociateur des Rousses, il devra, comme les autres délégués, rendre des comptes sur sa mission, lors du cinquième C.N.R.A. qui se déroule fin février à Tripoli.

En cette fin du mois de février 1962, il va avoir besoin de toutes les ressources de son talent et de toutes les armes de son éloquence persuasive pour faire approuver, et finalement faire voter, à la majorité des deux tiers que les statuts du F.L.N. exigent quand il s'agit « de la guerre ou de la paix », l'approbation des accords déjà passés aux Rousses et pour se faire donner, après avoir obtenu ce quitus, les moyens de conclure un traité définitif. Le C.N.R.A., en effet, est à la fois l'instance collective suprême de la révolution et un mini-parlement où convergent les divers courants du F.L.N. et où les différents clans — anciens et nouveaux — se heurtent et, finalement, négocient entre eux, mais non sans avoir parlé d'abord très haut et très fort.

Tous ces « parlementaires » arrivent le mardi 20 février à Tripoli. La plupart sont logés, non plus comme au temps des pionniers du C.N.R.A. à l'hôtel Mehari, mais au Libya Palace, sur l'élégante corniche qui suit les courbes nonchalantes du littoral. Les services de sécurité de Boussouf (qui, lui, est allé habiter chez des amis, en ville) ont pris d'extraordinaires précautions et surveillent d'un œil soupçonneux chaque baie vitrée, chaque couloir. Ferhat Abbas, qui arrive du Maroc et qui entend bien, à l'occasion de cette réunion, faire une sorte de rentrée politique, occupe la chambre 615, tout près de celle de Ben Tobbal (618), auquel il a l'intention de demander quelques comptes sur sa mission aux Rousses. Les principaux leaders de la Fédération de France du F.L.N., Omar Boudaoud, dit Mansour, l'avocat Haroun, son confrère Ladlani, dit Pedro, et le chef de « choc », Bouazziz Rabah, dit Saïd, sont comme à l'ordinaire, solidaires et groupés.

Coll. particulière



Ben Bella, le visage souriant, en compagnie de ▶ Boudiaf. Les « chefs historiques », détenus à Aulnoy, ont donné à ceux qui les représentent au cinquième C.N.R.A. mandat de prendre position pour le projet d'accord passé avec le gouvernement français.

Les deux « milites gloriosi » de l'A.L.N.

Un beau soleil d'hiver éclaire la capitale libyenne lorsque s'ouvre, le 21 février, le cinquième C.N.R.A., mais, si le temps est serein, la sérénité ne règne pas dans les débats. Les congressistes qui s'opposent le plus à la « troïka » Krim Belkacem - Boussouf - Ben Tobbal attaquent en effet, d'emblée sur des affaires intérieures et demandent pourquoi le G.P.R.A. vient de faire entrer clandestinement, à Alger, sans en avertir personne, dans les états-majors du F.L.N., des leaders aussi importants que le colonel Si Sadek, le commandant Azedine, l'ancien secrétaire d'État du premier gouvernement provisoire Omar Oussedik, ex- « commandant Taïeb » de la wilaya 4, et le capitaine Moussa. Il leur est expliqué que des chefs aguerris de la révolution doivent se trouver d'ores et déjà sur le terrain pour organiser la lutte contre l'O.A.S. et pour empêcher que la constitution d'un « exécutif provisoire algérien », inscrite dans la logique de l'accord avec la France, n'aboutisse à la résurgence d'une dangereuse « troisième force musulmane » manœuvrant entre les « pro-Français » et le F.L.N. Les censeurs doivent se contenter de cette réponse mais, dans leur for intérieur, ils sont persuadés — et ils n'ont pas tort — que Ben Khedda et les autres leaders du G.P.R.A. commencent déjà à placer leurs pions à Alger en prévision des luttes pour le pouvoir qui se dérouleront inéluctablement lorsque l'Algérie sera indépendante.

Les séances sont ensuite consacrées au débat qui est au centre de l'ordre du jour : les relations avec la France. Les négociateurs des Rousses rendent compte du dialogue qu'ils viennent d'avoir avec les porte-parole les plus autorisés de De Gaulle, et Dahlab présente un rapport de synthèse très long et très minutieux pour exposer où en sont les pourparlers.

Dans ce cœur géant dessiné sur un mur d'une ville ▶ d'Algérie, le croissant et l'étoile, et une inscription en arabe : « Vive l'Algérie libre ! ». L'indépendance, la majorité des musulmans, maintenant, la souhaite. Et dans le G.P.R.A., ils ont mis leur confiance...

ST RENTRÉE AU FOURREAU

Il termine en déclarant aux congressistes : « Je crois qu'à l'horizon se profile le cessez-le-feu. Alors, ouvrez le feu, vous, ouvrez-le sur moi par le feu roulant de vos remarques, questions et suggestions. »

Saisissant l'occasion de cette transition en forme de boutade, Mohammedi Saïd et Ouamrane, les deux colonels les plus lourds, physiquement et intellectuellement, de l'A.L.N., les deux *milites gloriosi* qui, s'ils savent faire parler la poudre, ne l'ont pas inventée, ouvrent effectivement le feu de la critique, non pas avec un pistolet, mais avec un bazooka. Le second, qui, en 1960, avait fait sensation en déclarant, dans une réunion de hauts dirigeants F.L.N., qu'il se faisait fort de submerger et de forcer les barrages français des frontières tunisienne et marocaine si on lui donnait, à lui, pour un temps limité, une armée *ad hoc* et une dictature sans limites, pose des questions particulièrement agressives : « Frère Dahlab, toi qui réponds si bien à M. Joxe, réponds donc au colonel Ouamrane, qui te demande si tu as vraiment confiance dans le bout de papier que tu vas signer avec ces "chitanis" (diables) de Français. »

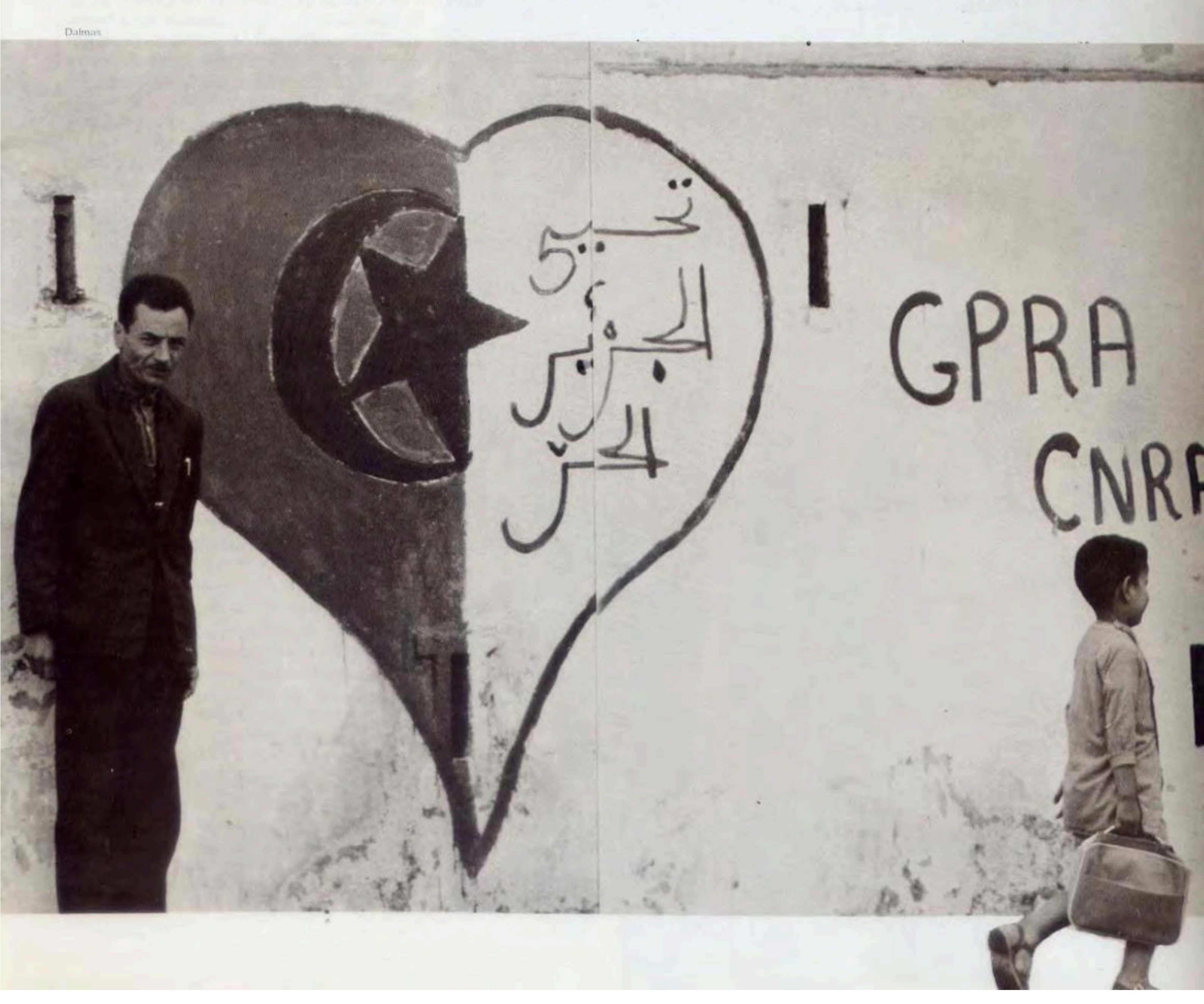
La querelle des vétérans

« Je sais bien, frère Ouamrane, rétorque Dahlab, qu'un proverbe dit, chez nous, que l'épée est plus véridique que l'écriture, mais il y a des moments où il faut savoir rentrer l'épée au fourreau et se préoccuper d'abord de l'écriture. C'est d'ailleurs parce que notre épée a été glorieuse et efficace contre les Français que nous pouvons établir avec eux un "papier" qui, j'en suis sincèrement convaincu, sera avantageux pour nous. »

Si « avantageux » que cela ? Ce n'est pas l'opinion de Ferhat Abbas, d'Ahmed Francis et d'Ahmed Boumendjel qui pensent, tout comme l'ardent colonel, mais en termes moins imagés que la *chorba* (soupe) qui a été préparée aux Rousses et qui va être servie à Évian a des odeurs de capitulation.

Le caractère assez acerbe de leurs critiques s'explique, en partie, par le fait que le C.N.R.A. précédent — celui d'août 1961 — s'est soldé par une certaine éclipse de ces ex-leaders de l'U.D.M.A. et, au contraire, par la promotion des ex-leaders « centralistes » du M.T.L.D. — Ben Khedda, Dahlab, Yazid —, leurs vieux rivaux de l'époque où s'affrontaient les différentes fractions du mouvement nationaliste. Abbas et Francis éprouvent quelque amertume d'avoir été évincés du gouvernement et chacun sait, dans les sphères dirigeantes du F.L.N., que dans les services d'information du G.P.R.A., rue des Entrepreneurs à Tunis, la communication n'est pas toujours facile entre le ▶

Dalmas



Jourdes/Paris-Match

Ci-dessus : Edgar Faure. Il n'était pas aux Rousses, mais le préfet du Jura l'avait mis au courant des négociations; une heureuse surprise pour le libéral président. *Ci-dessous :* Tripoli, où se tient le cinquième C.N.R.A.



Édouard/Afrique-photo

rez-de-chaussée, où travaille le « directeur politique » Boumendjel, et le premier étage, où règne le ministre Yazid. Abbas, Francis et Boumendjel estiment, depuis le début de l'année 1962, que, dans l'intérêt de leur carrière future, ils doivent prendre leurs distances avec le gouvernement Ben Khedda, et la critique du projet d'accord avec la France leur paraît être le meilleur terrain de manœuvre pour cette demi-rupture.

A la différence des « militaires » qui les ont précédés à la tribune, ces vieux routiers de la politique connaissent bien, eux, les différents chapitres du dossier que plaide Dahlab, et, face à l'avocat, ils jouent les procureurs. Chaque point, chaque détail technique même est âprement débattu. L'atmosphère devient lourde, Ben Yahia, le benjamin du C.N.R.A., qui a assisté à toutes les péripéties de la négociation franco-algérienne, aurait beaucoup à dire dans cette controverse, mais il ne dit mot, comme s'il ne voulait pas intervenir dans la querelle des vétérans...

Revenons une dernière fois sur le point le plus discuté : l'appréciation des concessions consenties par le G.P.R.A. à propos du Sahara. Ferhat Abbas pousse encore sa voix aiguë pour interpeller Dahlab :

— Tes explications ne m'ont pas convaincu, et je me demande toujours ce que vont faire tous ces Français qui, après l'indépendance, vont arriver au Sahara...

— Tu ne le sais pas? Eh bien, je vais te le dire : à l'heure où toute l'Europe embrumée cherche, toujours plus au sud, le soleil, ils vont aller, au Sahara, se faire bronzer...

Cette réplique drôle, qui détend l'atmosphère et met les rieurs de son côté, permet à Dahlab de marquer un point, mais il n'est pas au bout de ses peines. Boumediene, en effet, se dresse pour prendre la parole, et ses lèvres minces, dont la courte moustache rousse accentue encore le trait aigu, laissent tomber des phrases sèches et dures.

Le baroud de l'état-major

Le chef de l'état-major général de l'A.L.N. reconnaît que, dans la forme qu'il est en train de prendre, le projet d'accord franco-F.L.N. respecte les principes fondamentaux de la souveraineté, de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale de l'Algérie, mais que, sur le fond, il donne au gouvernement français les moyens de vider ces principes de leur contenu et d'atteindre son objectif réel : le maintien de l'Algérie sous son influence néo-colonialiste. Il ajoute que, ayant fait une telle analyse, lui-même et ses deux adjoints de l'état-major, les commandants Slimane et Menjli, voteront logiquement contre ces textes dangereux.


Éditions Rencontre

Omar Ouamrane, colonel de l'A.L.N., au physique et à l'intelligence pesants, reprochera aux négociateurs des Rousses de faire confiance au « bout de papier » qu'ils allaient signer avec les Français.


Ménager/Paris-Match

Boumendjel. Il pense que la « soupe » préparée aux Rousses et qui va être servie à Évian a des odeurs de capitulation.


Courrière/Paris-Match

Le colonel Mohammedi Saïd critiquera aussi avec véhémence le projet d'accord avec la France, qui ne lui paraît pas « avantageux ».

« Il a piqué, le scorpion jaune » *(el-ayya ech-chabba)*, dit, *mezza voce*, en entendant cette annonce, Krim Belkacem, qui voue à Boumediene une haine farouche.

La « piqûre », en fait, est légère. Boumediene, en effet, sait bien qu'en dépit des trois voix discordantes des leaders de l'état-major le projet d'accord va être entériné, à l'heure du vote, par tous les congressistes, y compris les « chefs historiques » détenus en France, au château d'Aulnoy, qui ont donné à ceux qui les représentent mandat de prendre position dans ce sens. Il se contente donc de prendre date et d'enrichir de cette pièce le dossier de son contentieux avec le G.P.R.A., mais il ne pousse pas trop loin son offensive. Le baroud de l'état-major est surtout, cette fois-ci, un baroud d'honneur. Les barouds ultérieurs seront plus sérieux.

Dahlab, dans cette conjoncture, a l'habileté de ne pas envenimer la polémique. Il se garde bien, d'autre part, dans son intervention finale, de faire du triomphalisme. Il reconnaît que le G.P.R.A. a consenti à l'adversaire français des concessions assez substantielles pour que la paix qui sera conclue soit, d'une certaine manière, une paix « triste », mais, ajoute-t-il, le G.P.R.A. ne franchit pas la limite de ce qui peut être consenti sans compromission majeure et sans trahir l'idéal de la révolution algérienne. Pour faire accepter le « compromis nécessaire », le ministre des Affaires étrangères met en avant, une fois encore, le « réalisme qui s'impose », car, dit-il, dans la conjoncture internationale telle qu'elle se présente, l'autre éventualité, celle d'une poursuite ou d'une relance de la guerre, ne bénéficierait pas d'appuis extérieurs très importants, et elle ne ferait qu'épuiser davantage une Algérie déjà exsangue et un peuple algérien qui a déjà effroyablement souffert.

Pas de feu rouge du C.N.R.A.

Le langage — celui du réalisme — est entendu. Le C.N.R.A., en conclusion de ses travaux, donne pour instructions au G.P.R.A. de demander aux représentants de De Gaulle des éclaircissements sur les points qui l'inquiètent (Sahara, implantation militaire française, statut des Européens) et d'essayer de faire aménager dans un sens plus favorable aux intérêts algériens certains textes qui lui ont été soumis. Le communiqué final publié à Tripoli déclare simplement : « Le Conseil national de la révolution algérienne mandate le gouvernement provisoire pour poursuivre les négociations en cours. »

Le texte est laconique mais, pour le ministre des Affaires étrangères du G.P.R.A., il est suffisant. Ahmed Francis, lorsqu'il regagne Tunis, résume parfaitement la situation en déclarant : « Dahlab a gagné, car il peut faire valoir à Paris que le C.N.R.A. l'a *mandaté* — c'est ce mot clé qui vient d'être rendu public — et que dans ces conditions, il peut difficilement être désavoué. Pas de feu rouge du C.N.R.A. sur sa route. Pas de feu vert non plus, mais tout de même un "clignotant", et avec ce clignotant, il peut foncer vers Joxe, vers le cessez-le-feu. » H

Albert Paul LENTIN

Mangin/Atlas-photo



A Blida, dans l'usine ▶ des Pâtes Ricci, Européennes et musulmanes travaillent côte à côte. Dans les villes comme dans le bled, toute une frange de la population européenne a toujours entretenu d'excellents rapports avec les musulmans. La classification raciale, pour ces « petit Blancs », ne correspond à rien de réel. Pour eux, l'Algérie, leur Algérie, est aussi celle des musulmans.



Petit village de Kabylie, fièrement perché sur une crête comme nos bourgs de haute Provence. Au fond se détachent, noyées dans la brume, les hautes montagnes du Djurdjura.

Technor/Bloch-Lainé





Coll. particulière

CHARONNE : SANGLANT A

Qui ne se souvient, à Paris, de l'étrange hiver 1961-1962, ponctué — certaines nuits — de sourdes détonations? Bombes ou pains de plastic éclatent ici et là, pulvérisant une devanture, égratignant la pierre de taille des immeubles, endommageant des véhicules. Dans les rues, des contrôles volants de C.R.S. ou de gendarmes arrêtent les automobilistes : ils vérifient les identités, font ouvrir *les coffres à bagages dans* lesquels peut être caché un cadavre ou dissimulé un stock d'armes. A l'intérieur des habitations, les concierges se barricadent précautionneusement; plus question de donner le « cordon » passé 21 heures. Locataires et propriétaires doivent avoir une clé pour rentrer chez eux.

Tel est le climat dans lequel baigne la capitale depuis que le terrorisme de l'O.A.S. s'en est emparé. Le parti communiste est particulièrement visé : le 4 janvier, sa permanence a essuyé plusieurs rafales de mitraillette. Hommes politiques et journalistes de gauche ou simplement libéraux, sont également menacés; le 7 février, des plastiquages ont lieu boulevard Saint-Germain, chez le professeur de droit Georges Vedel; place de la République chez le sénateur communiste Guyot; chez Vladimir Pozner, écrivain et journaliste à *l'Humanité*. Pozner est grièvement blessé. Mais l'attentat le plus odieux est perpétré avenue Victor-Hugo, à Boulogne-sur-Seine, au domicile d'André Malraux. Ce matin-là, une petite fille de quatre ans, Delphine Renard, joue à la poupée au rez-de-chaussée de la villa qu'occupe le ministre des Affaires culturelles, au premier étage. Soudain, une terrible explosion retentit. Des éclats de verre entaillent profondément le visage de l'enfant dont un œil est perdu.

Aussi, à l'appel des centrales syndicales, une manifestation de masse est-elle décidée pour protester contre le terrorisme de l'O.A.S. La date est fixée au jeudi 8 février en fin d'après-midi. Itinéraire : de la République à la Nation. Mais pour pacifique que soit ce défilé, il n'en est pas moins interdit puisque l'état d'urgence, proclamé à la suite du putsch d'avril 1961, n'est toujours pas levé. En conséquence, dès 17 heures, la place de la Bastille a été investie par d'importantes forces de l'ordre dont les détachements sont disposés alentour, en bouchons. Leurs cars et leurs fourgons grillagés sont échelonnés par files le long des itinéraires menant au lieu de la manifestation.

Peu à peu, rues et boulevards s'emplissent de monde. Des groupes se forment, se rassemblent; les discussions vont leur train. Il est alors 18 heures. La nuit tombe; le face-à-face est encore pacifique. Les rangs des policiers s'ouvrent pour laisser passer la circulation automobile. Pourtant, à l'angle du boulevard Beaumarchais et de la place de la Bastille, une concentration de manifestants un peu plus résolus serre les rangs. Bientôt s'en élèvent des cris scandés avec force :

— O.A.S. assassins!

Le barrage des policiers se met aussitôt en mouvement. Armés de leurs longs bâtons noirs — les bidules —, ils refoulent les manifestants vers la République, engageant même des poursuites dans les petites rues adjacentes. Mais les groupes, un moment dispersés, en rejoignent d'autres et se soudent en un imposant cortège. Les cris et slogans hostiles à l'O.A.S. renaissent, des banderoles sont déployées, des pancartes apparaissent. La marée humaine se met à nouveau en marche vers la place de la Bastille, défilant sur toute la largeur du boulevard Beaumarchais. La lumière des réverbères révèle d'un côté beaucoup de jeunes visages d'étudiants et de l'autre, la sombre haie des policiers casqués, le fusil à l'épaule ou le bidule en main. Ils barrent l'accès à la Bastille, à la hauteur de la rue du



Visa

◀ L'indignation de l'opinion en France va croissant devant les attentats commis par l'O.A.S.-Métropole ou des groupes d'extrême droite agissant en francs-tireurs. Les syndicats lancent un appel pour une manifestation le 8 février 1962 à Paris auquel s'associent le P.S.U. et le parti communiste.

Roger Frey, ministre ▶ de l'Intérieur. Le 8, dans la matinée, il rappelle que toutes les manifestations sur la voie publique sont interdites. Les centrales syndicales passeront outre et, trois heures durant, dans la soirée, ce sera l'affrontement entre manifestants et forces de l'ordre.



Gamma/R.A.

FRONTEMENT

Pasteur-Wagner. Les cris redoublent. A l'intérieur du *no man's land* — large d'environ 40 mètres — s'affairent journalistes et photographes; de temps à autre brille l'éclair d'un flash.

Tout à coup, des morceaux de macadam pleuvent sur les casques d'acier. La réaction est immédiate; les bidules s'abattent sur tout ce qui passe à leur portée. Une mêlée confuse s'ensuit; les manifestants reculent, puis reviennent à la charge.

Les policiers se mettent en branle

Certains ont coiffé des cageots à légumes pour parer les coups. Dérisoire protection! La pharmacie située à l'angle de la rue Saint-Gilles et du boulevard Beaumarchais est bientôt pleine de blessés; des ambulances les emmènent vers les hôpitaux les plus proches. Un individu gît inanimé sur le trottoir; des secouristes l'emportent sur une civière.

A la même heure, la bagarre s'est allumée un peu plus loin, boulevard Voltaire, autre grand axe de marche de la manifestation. Les cailloux pleuvent dru sur les policiers, qui ripostent énergiquement. A un moment donné, un de leurs véhicules se fraye un chemin en zigzaguant dans la foule. Une grappe humaine l'assaille et parvient à l'arrêter. Les manifestants délivrent ceux des leurs qui y sont retenus prisonniers. Le chauffeur voit sa portière forcée; des mains l'agrippent. Alors, pour se dégager, il sort son arme et tire. D'après les témoignages, il y aurait eu cinq détonations et plusieurs personnes blessées. Ailleurs, un autre policier, cerné par la foule prête à lui faire un mauvais parti avec des planches arrachées à un banc, aurait également dégainé et fait feu.

Mais, vers 19 h 30, le calme se rétablit de part et d'autre. Le boulevard Beaumarchais se vide de son monde et les forces de l'ordre se retirent en rangs serrés vers la Bastille. Boulevard Voltaire, devant le barrage de policiers qui interdit l'accès de la Nation, à la hauteur de la rue de Chanzy, les cortèges se sont arrêtés au carrefour Voltaire-Charonne.

Juchés sur de robustes épaules, deux dirigeants syndicaux, les mains en porte-voix, lancent une proclamation invitant à la dispersion. Pour les écouter, leur auditoire a tourné le dos à la Nation. Trois délégués syndicaux se dirigent d'ailleurs vers les policiers pour leur annoncer la fin du rassemblement.

C'est alors que ceux-ci, leurs casques brillamment éclairés par les lumières du cinéma Savoie, se mettent en branle au pas de charge. Levant haut leurs bidules, ils commencent par frapper les trois délégués; puis, arrivant derrière les manifestants, ils leur assènent des coups violents sur la nuque, les épaules et les reins. Sous la brutalité de l'assaut, les premiers rangs ploient et l'onde de choc se répercute dans la foule.

Un témoin, François Babinet, assistant à la Faculté de droit, trouve refuge dans l'encoignure d'une porte cochère. « Là, rapporte-t-il, pendant une demi-heure, j'ai entendu des cris déchirants, des coups de sifflet, des chocs et des bruits divers. »

Un autre témoin, Pierre Marchi, militant C.F.T.C., se souvient d'avoir roulé deux fois à terre, d'avoir été piétiné et matraqué. Relevé fortement contusionné devant le café « le Zanzi » au coin de la rue de Charonne et du boulevard Voltaire, il est recueilli dans un appartement à la fenêtre duquel il va assister à l'horrible drame de la station « Charonne ».

Il est environ 19 h 45. La poursuite des manifestants bat son plein boulevard Voltaire. La foule, apeurée, s'enfuit en désordre; les bidules s'élèvent et s'abais- ▶



◄ Peu à peu, rues et boulevards de la capitale s'emplissent de monde. Les manifestants brandissent des pancartes et des banderoles. Dans la foule, des cris s'élèvent : « O.A.S. assassin ! » ou encore « Paix en Algérie ».

Courrière/Paris-Match



Sur un banc, une ► femme hurle, en proie à une véritable crise d'hystérie. Les heurts ont été effroyables : 8 morts et 126 blessés graves du côté des manifestants ; 140 blessés du côté de la police, dont dix très grièvement.



◄ Les forces de l'ordre chargent avec une brutalité inouïe. Et c'est alors le plus sanglant affrontement entre policiers et manifestants depuis la tragique journée du 6 février 1934 où 18 manifestants de droite avaient trouvé la mort.

Courrière/Paris-Match

au bas des marches, des tas humains sont tragiquement mêlés

sent sans faiblir. Soudain, sous les pas précipités des fuyards, s'ouvre — tel un havre — la bouche de métro « Charonne ». Des dizaines de personne s'y jettent littéralement tête baissée. D'autres les suivent, dans la foulée. Les premiers arrivés, bousculés, déséquilibrés et écrasés par les suivants, fléchissent et culbutent sur les derniers degrés. C'est aussitôt, la confusion, l'entassement : quinze couches humaines, pas une de moins, recouvrent les malheureux qui gisent au bas des marches.

Pour comble de malheur, un groupe de policiers qui chargeait, boulevard Voltaire, s'arrête et fait volte-face. Ils sont une trentaine; ils ont tôt fait de cerner l'entrée et de frapper à coups redoublés ceux qui cherchent encore un refuge à l'intérieur du métro. Ici, tous les témoignages concordent, accablant formellement les policiers.

André Acquier, secrétaire syndical C.F.T.C. chez Thomson, a pu atteindre, avant le matraquage, la recette principale du métro. Là, il a vu les tas humains atrocement emmêlés. Après avoir dégagé avec d'autres le bas des marches, il compte cinq corps inertes et apparemment sans vie. C'est alors que se produit un retour offensif des policiers, qui jettent par-dessus la rambarde des grenades lacrymogènes; les malheureux gisants sont emmenés à l'abri dans les couloirs et sur les quais.

Mais c'est à la bouche même du métro

Dalmas



◄ L'émotion est considérable en France. Le ministre de l'Intérieur assure que, parmi les victimes, aucune n'a été atteinte par balle et que seul, un policier a tiré en l'air pour se dégager. C'est à l'entrée de la station de métro Charonne qu'ont eu lieu les incidents les plus dramatiques.



Courrière/Paris-Match

que se produisent les scènes les plus dramatiques. Claude Lerouxel, jeune ébéniste de dix-huit ans, incapable de se mouvoir dans l'enlisement où il est pris, lève les yeux : une grande brute à la forte moustache encourage ses camarades :

— Allez-y, les gars, tapez dur!

Une femme, Marie-Thérèse Douaire, voit des policiers choisir leurs victimes en tournant autour des balustrades. L'un d'eux casse son bidule sur la tête d'une femme; puis, tel un picador vrillant son fer dans le garrot d'un taureau, il enfonce son arme taillée en biseau dans le cuir chevelu d'un homme qui ne peut ni se déplacer ni se protéger. A plusieurs reprises, des grilles d'arbre, des corps préalablement assommés et même un guéridon de café viennent s'écraser sur ce magma humain compact.

Un ancien déporté, Martel, croit revivre le cauchemar du train de la mort qui l'avait conduit à Buchenwald :

— J'avais l'impression d'être enfermé dans un charnier vivant.

De toutes parts, en effet, des pieds et des mains l'enfoncent et le poussent; il lui faut sans cesse lutter pour se hisser vers l'air libre, ne pas laisser le poids des corps, qui s'accentue, l'ensevelir; il évite les faux mouvements et les cris inutiles pour faire l'économie d'un souffle plus que jamais vital. Mais quand pleuvent les grilles d'arbre, il est impossible de chercher à les esquiver. Un individu, qui le recouvre à demi, reçoit une pièce de fonte en plein visage. Avec un *han* étouffé, sa tête retombe inerte et le sang coule aussitôt en abondance.

Le carnage cesse au bout d'une dizaine de minutes, aussi soudainement qu'il a commencé. Les brutes casquées ont disparu. Aux coups de sifflet stridents, aux vociférations, succède un état d'hébétude d'où monte un brouhaha confus et où perce parfois un gémissement. Les secours s'organisent. Les ambulances entreprennent une navette incessante entre la station « Charonne » et les hôpitaux les plus proches, ceux du moins où il y a de la place; Trousseau, Tenon, Saint-Antoine, Saint-Louis, la polyclinique des Bluets reçoivent par dizaines leur contingent de blessés. Ils sont au nombre de 126. Faces tuméfiées, côtes enfoncées, membres brisés, traces de strangulation, enfoncements orbitaires et thoraciques, tels sont les signes cliniques les plus visibles.

Le bilan s'établit à huit morts dont trois femmes et un adolescent. Les victimes s'appellent Daniel Ferry, seize ans, employé à *l'Humanité;* Anne-Claude Godeau, vingt-quatre ans; Fanny Dewerte; Suzanne Martorelle, mère de trois enfants et demeurant à Aubervilliers; Jean-Pierre Bernard, agent des P.T.T., secrétaire de section du parti communiste dans le XVe arrondissement; Raymond Wintgenz, ouvrier imprimeur; Hippolyte Pinat, maçon, et un dernier individu du nom de Lemarchand. Certains sont morts avant leur transfert à l'hôpital. D'autres, telle Suzanne Martorelle, atteinte d'une fracture du rocher, mourront dans la nuit.

Quels ont été les massacreurs? En l'absence de toute précision officielle, il semble qu'il se soit agi d'un détachement des compagnies de district, elles- ▶

un mot d'ordre aurait été lancé : "vous pouvez y aller, il ne reste plus



Paris-Match



Gamma/R.A.



Élie Kagan

Le jour des obsèques des victimes, le 13, le gouvernement a autorisé la formation d'un cortège. En silence et dans l'ordre, une foule évaluée à plusieurs centaines de mille suit l'enterrement. Dans cette foule, on reconnaît Jacques Duclos *(ci-dessus à droite)*; Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir *(ci-contre)*. En province, ce même 13 février, auront lieu aussi des manifestations dans différentes villes.

mêmes issues des compagnies d'intervention créées en 1953. La sanglante échauffourée aurait eu pour origine un mot d'ordre transmis par certains de leurs officiers au moment de la dispersion des cortèges :

— Maintenant, vous pouvez y aller, il ne reste plus que les cocos et le P.S.U. !

Une heure après que le drame eut pris fin, soit vers 22 heures, la radio lance sur les ondes un communiqué de Roger Frey, ministre de l'Intérieur :

« Les manifestations sur la voie publique, qui veulent exprimer l'indignation de la population et sa volonté de combattre les ennemis de la République, vont, dans la période actuelle, à l'encontre du but qu'elles se proposent. La subversion y trouve un allié dans le désordre qu'elles provoquent dans les faits et dans les esprits ainsi que dans l'immobilisation des forces qui seraient plus utiles ailleurs. Exploitant les actes criminels de l'O.A.S., d'autres ennemis de la République tentent d'en tirer bénéfice et de retrouver, auprès d'authentiques démocrates, un crédit perdu. Le gouvernement ne saurait se prêter au jeu simultané des ennemis de la nation, jeu qui ne peut qu'ébranler les institutions républicaines et aboutir à l'anarchie. Il fait appel au civisme de la population et des partis républicains pour comprendre la nécessité de la discipline et de l'ordre, condition essentielle du succès contre les factieux. »

Vers 24 heures, est publié un second communiqué :

« Le parti communiste, malgré l'interdiction des mouvements de rue, a organisé des manifestations sur la voie publique, le 8 février en fin d'après-midi. Les émeutiers, en bandes organisées, ont attaqué avec une extraordinaire violence le service d'ordre, se servant de matraques, de boulons, de grilles arrachées et de pavés. On déplore 140 blessés, dont 10 grièvement, dans les rangs du service d'ordre, ainsi que des blessés parmi les manifestants dont 3, transportés à l'hôpital, sont décédés. 83 arrestations ont été opérées. Le gouvernement a prescrit l'ouverture d'une information judiciaire sur les conditions dans lesquelles cette manifestation non autorisée a été organisée et s'est déroulée. »

Tel est, d'ailleurs, à peu de chose près le langage que tient le ministre de l'Intérieur dans la nuit, au cours d'une conférence de presse improvisée. Selon lui, le parti communiste est tombé dans le piège que, par ses provocations, l'O.A.S. lui a tendu. Mais il lave la police des accusations de brutalité portées contre elle :

— D'après les rapports que j'ai eus, les émeutiers étaient très bien organisés : au carrefour Voltaire-Charonne, 3 000 à 4 000 manifestants ont manœuvré pour encercler une compagnie de cent hommes, faisant pleuvoir sur eux des morceaux de fonte, des grilles, des boulons et même des galeries de voiture. Cette formation n'a pu être dégagée que par des charges répétées. Quant aux brigades spéciales

Dalmas



ue les cocos et le P.S.U.!"

Une foule immense, digne et recueillie, les bras ▶ chargés de fleurs, défile derrière le cortège funèbre des victimes. Un ordre de grève avait été lancé ce jour-là par les syndicats et les partis de gauche.

d'intervention, ça n'existe pas. Il n'y a pas eu non plus de C.R.S. originaires d'Afrique du Nord.

Enfin, dernière précision officielle : aucune des huit victimes n'a été tuée par une arme à feu.

Le lendemain, vendredi, l'opinion publique n'en réagit pas moins vivement contre la police, considérée comme responsable du massacre. Le ton de deux quotidiens, *l'Humanité* et *Libération*, est même si violent qu'ils sont saisis. Les syndicats qui avaient pris l'initiative de la manifestation appellent leurs adhérents de la région parisienne à observer dans l'après-midi un arrêt de travail entre 15 et 16 heures, en hommage aux victimes. De son côté, l'U.N.E.F. (Union nationale des étudiants de France) lance un ordre de grève aux étudiants. Le mouvement gagne la province, qui organise des manifestations de solidarité.

Le mardi 13 février, c'est l'épilogue du drame; sous un ciel lourd de nuages, dans les rafales d'un vent froid, Paris enterre ses morts. Une foule immense et silencieuse — 500 000 personnes environ — accompagne les huit cercueils drapés de noir, de la République au Père-Lachaise.

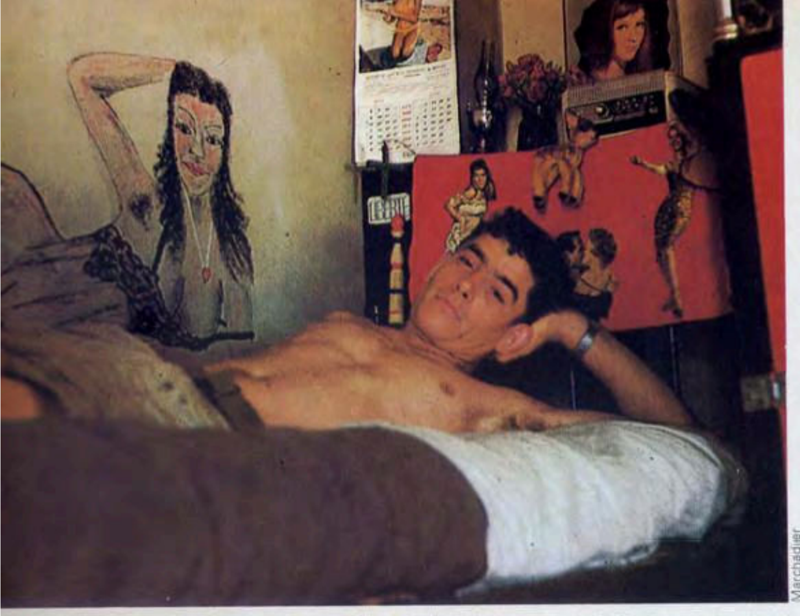
La tuerie de Charonne fera date dans l'histoire de Paris : la capitale n'avait pas connu d'affrontement aussi sanglant depuis le défilé des Croix-de-Feu, le 6 février 1934. Dix mille manifestants, selon la préfecture de police, soixante mille, selon *l'Humanité*, ont pris part au meeting. En fait, quel que soit leur nombre, ils ont prouvé, au prix de leur sang, combien profonde était l'aversion populaire pour l'O.A.S. **H**

Denis BALDENSPERGER



◀ La veillée funèbre à laquelle participe, parmi d'autres personnalités, Pierre Mendès-France. Devant chacun des cercueils drapés de noir, a été déposé le portrait de la victime. Pour le P.S.U., ces manifestations de sympathie sont « le signe éclatant du réveil des énergies populaires ». Et le mécontentement s'accroît encore contre le gouvernement.

Dalmas

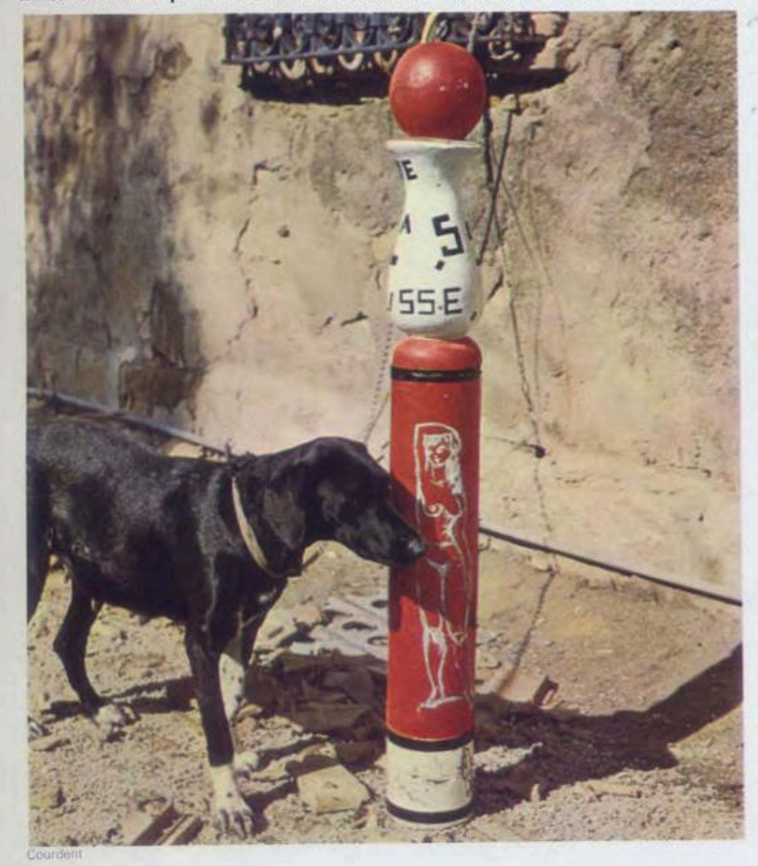


Marchadier



Faucher

Ci-dessus : les femmes, la « quille » : deux présences symboliques auprès du lit de l'appelé, qui compte les jours qu'il lui reste à « tirer ». *Ci-dessous :* la quille, taillée en bois et peinte de couleurs éclatantes. Celle-ci est décorée d'une pin-up.



Courdent



Millet

JEUNES FRAN

UNE belle lueur claire, déjà forte, derrière la lucarne. La piaule s'éveille à grands bras étirés, à grands beuglements inarticulés. Un gars ébouriffé s'assoit en tailleur sur le sac de couchage, fouille dans le short roulé au pied du lit Picot et allume la première troupe de la journée. Un bras alangui se déroule, une main tâte la terre battue, l'index déclenche les glapissements d'un transistor.

Fredo le méthodique jaillit de la couvrante, se jette sur une carte postale qu'un clou de charpente fixe au mur. Pauvre image! Sous les fesses démesurées d'une pin up difforme, sauvagement colorée, un petit rectangle annonce en trois cases : 492. Fredo fait tourner d'un cran la molette de droite et vocifère : « 491 au jus! » Au-dessous, une main minutieuse a dessiné un calvaire breton sur une forte feuille de papier blanc. C'est l'envers du diplôme de commémo. Chaque pierre vaut un jour. Fredo barre un des petits rectangles de deux traits en croix et braille à plein coffre : « La quille, b... ! »

Fions-nous aux chiffres. Fredo a un an d'armée en gros. Il est en A.F.N. depuis huit mois — ou douze. Dans quatre mois, seize jours de permission en France. Un an après la perm', dans 491 jours, la quille. Patience.

Soyons charitables. D'un trait de plume, faisons bondir le temps de 390 jours. Fredo est à cent au jus. Attention! Cette arithmétique rigoureuse ne doit pas faire illusion. La quille, est-ce le jour du repli — dont on ignore la date — ou celui de l'arrivée, au terme d'un voyage dont on ignore la durée? Même dans le cas improbable d'un calcul exact, le Père Cent a peu de chances d'être fêté à 100 au jus; il faut être en base arrière, en repos, bénéficier d'un dimanche...

Quand elle compte deux ans et un mois d'armée, la classe se compte — une dizaine par compagnie d'infanterie — et délègue son porte-parole auprès du commandant d'unité — gradé, grande gueule ou fin diseur. L'autorisation accordée. la compagnie, la batterie, le service, prépare la fête avec une redoutable minutie et un enthousiasme spectaculaire. Baraque ou tente

◀ La cérémonie du « Père Cent ». Comme le veut la tradition, elle se déroule dans une atmosphère de grossière gaieté. Le vin coule. Demain, gueule de bois.

Le départ. Pour les appelés qui terminent leur temps en Algérie, un jour de liesse. Ils y songeaient depuis si longtemps. C'était devenu pour eux un sujet inépuisable. ▼



Bigot

ÇAIS SANS IMPORTANCE...

américaine, le foyer est décoré jusqu'aux faîtières, les tables de formica ou les tréteaux improvisés sont dressés en U. Les organisateurs font venir le pastaga, le pinard, voire le champagne... ou une simple caisse de bibine. Les cuistots se fendent d'un service particulier, les anciens se cotisent, des vocations de charcutier, de pâtissier se réveillent en l'occurrence.

Une quille. Grossièrement taillée en bois, tournée aux ateliers, peinte en tricolore, gravée de noms, la classe veille à l'élaboration de son monument votif bien à elle. Son exhibition est parfois mal tolérée des gens d'active. Dans ce cas, le Père Cent dégénère et, de brimade en slogan vengeur, on glisse peu à peu vers une fièvre séditieuse, lourde de rancunes à venir.

Reste le faire-part, manuscrit, dactylographié sur la machine du bureau, imprimé en ville, avec ses jeux de mots laborieux dans leur cadre noir, sa liste d'anciens et ses pastiches sans finesse — comme celui que nos pères composaient à Belfort au 745ᵉ d'artillerie hippomobile et qu'on retrouve, ému, parmi les photographies familiales.

Après le gueuleton intensément irrigué, les histoires crues, les chansons vertes, il y aura des gars saouls, des gars tristes. Demain, gueule de bois. La tradition est respectée. Le service militaire de tout Français doit comporter une cuite au Père Cent, de père en fils.

Ne généralisons pas à l'excès. Ces scènes sont réelles, mais elles ne constituent pas la totalité des vingt-huit mois. Ce n'était pas la bringue ni le Père Cent tous les jours. Je prends cette précaution car la guerre d'Algérie va, j'en ai peur, se figer, pour entrer dans l'Histoire, en trois images simplificatrices :

1) l'attentat en ville était l'activité essentielle des rebelles;

2) les paras étaient les seuls combattants de l'armée française;

3) les appelés des autres armes, affectés dans des bureaux, passaient leur temps à se cuiter en attendant la quille.

Variante pour intellectuel de gauche : les soldats d'A.F.N. se défoulaient impunément, tuaient un musulman au petit déjeuner, violaient une fatma à midi, torturaient un chibani avant l'extinction des feux. ▶

l'expérience de la violence et de la mort confère aux libérables une

L'attente de la quille pouvait, même chez les tirailleurs, les biffins, les dragons, se révéler beaucoup plus palpitante qu'on ne l'imagine dans le beau monde. Le paisible horticulteur qui vient de m'enseigner la greffe des arbres fruitiers, contingent 57-1B, a été, au bout d'un an, muté du 131ᵉ R.I. et envoyé à Oued-Fodda en stage commando. C'étaient les premiers commandos de chasse organisés sur les directives de Challe. Cent cinquante gars finissent le stage et sont constitués en unité indépendante. Vingt-cinq jours de crapahut par mois, les pertes immédiatement compensées par un renfort de gars plus jeunes. Ils se comptent au moment de prendre le bateau : une trentaine... En dix-sept mois!

Soyons sérieux. Ni branleur ni bourreau, l'appelé était — para ou non — un jeune Français à qui on confiait une mission (une guerre n'est jamais une manifestation de philanthropie) et qui attendait d'en sortir. La « libération »! Sujet inépuisable de monologues parallèles. On rêve tout haut, chacun son cinéma où il voudrait faire entrer les autres.

Le retour glorieux du vainqueur

Quand le soir calme descend sur le poste, on s'assoit sur les lits et on parle. Ou bien on se crie des choses dans les ruades fracassantes d'un camion, on se murmure une phrase à l'ombre d'une branche en bouclage.

Les Parisiens emm... le monde avec leur gare de Lyon pleine de clameurs, les quilles brandies par-dessus la houle des calots. Les amoureux, l'œil brillant, halètent en pensant aux retrouvailles, d'autres se demandent quel gueuleton, quelle cuite phénoménale s'offrir pour être à la hauteur de l'événement. Nul doute que la terre n'en frémisse : l'imagerie populaire ne nous a jamais montré que le retour glorieux du vainqueur au sein de la patrie éperdue.

C'est comme ça dans toutes les guerres. La première guerre mondiale ne s'est pas prolongée cinquante et un mois et onze jours pour le seul plaisir et sur la seule insistance des poilus. Mais ce cri machinal, « la quille », aurait reçu, de l'extérieur, une coloration politique. Il nous vengerait du bahut en panne, de l'adjudant tatillon, de la chaleur ou du cafard. On en faisait un slogan lié à la politique d'abandon.

Je réponds non. Braves gars, souvent simples, jeunes et sans formation politique, la grande majorité des appelés ne voyait pas plus loin que son impatience dans ce cri traditionnel.

A gauche on nous dit : « Il était plus facile de crier la quille que de prendre ses responsabilités » — en soutenant les rebelles, par exemple. Ho, les têtes pensantes! êtes-vous venus voir si c'était facile de passer vingt-huit mois en Algérie?

On nous accuse de n'avoir pas cru à l'Algérie française. Peut-être; encore que vingt mille de nos camarades en soient morts. On demandait la quille faute de mieux. On nous dit que nous étions des révoltés. Mais quel exemple nous donnait-on? Tout ce qui portait un nom célèbre tirait des sursis démesurés, des exemptions invraisemblables, des affectations sur mesure, des cas de réforme à hurler. Chanteurs, comédiens, sportifs professionnels de notre âge — et j'en ai côtoyé un qui, aujourd'hui, fait merveille en héros de télévision — devenaient fous après quinze jours d'armée et ne mettaient pas les pieds en A.F.N. Où était l'égalité devant le service militaire, critère républicain si cher à la Troisième?

L'élite s'éclipsait, les étudiants bénéficiant du sursis avec plus de facilité que les soutiens de famille. Or qui était étudiant en 1960, par exemple?

Yves-Guy Bergès



Bientôt le départ : chacun a sa quille à la main. Une dernière lessive, et l'on peut boucler les valises.



Yves-Guy Bergès

Le sursitaire, en A.F.N., s'il n'est pas officier de réserve, ne verra jamais autre chose que les états-majors. On n'envoie directement en Algérie, et au crapahut tout particulièrement, que le P.C.D.F. Ce sont toujours les mêmes qui se font tuer. D'où la grande difficulté, pour ces jeunes Français sans importance, de se faire entendre, de dire à quelle guerre ils ont participé et d'obtenir un peu de considération. Enfin, après dix-huit mois de service actif, six mois de maintien A.D.L., quatre mois de super-maintien, l'appelé devient ce héros de légende qui fait saliver d'envie douze contingents et désespère les recrues : un libérable.

Le passé écrase la perspective des souvenirs comme un téléobjectif. Dans un présent apparemment figé et insipide, le passé des anciens paraît gonflé d'événements épiques innombrables. Dans l'univers ancestral du service militaire le respect de l'ancien prend ici une rigueur d'institution. Le bleu reconnaît son infériorité, se persuade que les anciens ont toujours vu pire et se dit : ils ont des droits sur moi. Conscient de cette supériorité bien établie, flatté d'éveiller une admiration facile, le libérable raconte les exploits dont il fut le héros, les coups durs dont il fut la victime — ou le témoin. Il embellit un peu, donne des conseils. C'est déjà un ancien combattant.

Il possède une expérience indiscutable, celle de la violence et de la mort, celle du combat de guérilla. Il sait que c'est toujours une rencontre fortuite entre deux univers opposés, deux prestiges occultes — clandestinité et ruse contre ostentation tactique et entêtement. Même s'il l'exprime mal, cette connaissance fait de lui un être supérieur dans notre monde.

En conséquence, le libérable est souvent un soldat peu discipliné. Moins par révolte qu'à cause d'une trouille aussi monumentale qu'inavouable : « Je ne vais tout de même pas me faire descendre à huit au jus! » C'est ce qui le rend rétif aux patrouilles et l'amène à envoyer paître les sergents moins anciens que lui.

Certains officiers lui fichent délibérément la paix et tolèrent sa tenue désinvolte. Pas toujours. Exempt de garde, remplacé en opération ou dans son poste, le libérable vit sa dernière semaine sans impatience excessive, comme incrédule.

Comme le camion démarrait du poste, le libérable Jacquet s'écroula, une balle en plein front. Quant au libérable Hamulka, la même chose lui arriva à la fenêtre du train... Mais on les regroupe au P.C. du bataillon, de l'escadron. Ils sont une quarantaine et bravent en bloc tous les interdits : calots cassés, mains aux poches, glands de fourragère retournés, pantalons étroits. Sur leur tenue de sortie, fripée depuis un an dans le paquetage, la plupart ont agrafé leur commémo toute neuve.

Une fourragère fantoche pour l'arrivée

Certains y ont joint la V.M., d'autres non, plusieurs aimeraient l'avoir.

On trimbale une quincaillerie : breloque de l'ancien régiment sur l'épaulette droite, insigne de la division, croix du Sud verte sur fond rouge au haut du bras gauche des sahariens, badge aux ailes déployées sur la poche droite des paras, macaron de chauffeur, main de fatma métallique du maintien de l'ordre. C'est parfois facultatif. C'est même limité par des notes de service qui exigent qu'on s'en tienne aux insignes réglementaires. En vain.

…contestable supériorité

D'abord, le matériel. Les malins ont déjà fait parvenir en France un treillis pour bricoler, une veste matelassée pour la pêche, les rangers pour la chasse. Les poètes épiques ont gardé un chèche, une casquette camouflée. Les élégants ont dégoté une autre paire d'épaulettes et une fourragère fantoche pour l'arrivée. Tous ont une quille dans la poche. Quand elle pend à la valise, dit la rumeur, on te fait redescendre du bateau. Pas question!

Les libérables s'alignent en rigolant devant un petit fourrier blême, pas rassuré, et déballent pour la dernière fois la toile de tente et la courroie de capote, les quatre godillots et les paires de chemises, de treillis, de cravates, les équipements spéciaux. C'est fini. Il ne nous reste qu'un sac marin presque vide, léger comme notre cœur.

Chaque heure est une fête. L'adjudant des effectifs distribue les permissions libérables comme des diplômes au mois de juin. Farcies de coups de tampon — celui du régiment, du colonel, du toubib — barrées d'une ligne rouge — « est autorisé à revêtir la tenue civile » — elles nous ouvrent un avenir ensoleillé comme des vacances.

Un convoi tombe dans une embuscade

Enfin, le major de la solde froisse des billets neufs et empile des pièces sur son comptoir. Nous les dépenserons en France, en costume civil...

Notre joie est si grande qu'elle nous aveugle. On ne voit rien d'autre que la fierté d'être un ancien et le bonheur du retour. La guerre continue. Sans nous. C'est l'essentiel. Et pourtant le convoi qui nous a véhiculés à trois reprises du bataillon au régiment tombera en embuscade le lendemain. Nous répétons une dernière fois en coulisse le retour du héros : nous arriverons seuls et ignorés dans un monde sourd. Nous prenons notre élan pour une apothéose : nous allons retrouver des querelles de famille et des deuils à venir. Et dans quinze jours, dans huit jours, nous devrons avoir résolu le problème du travail, celui du logement, des économies. Alors viendra le temps des habitudes, des horaires et des semaines toutes tracées.

Le paquebot nous remonte vers le nord en pleine euphorie. En pleine ignorance. La traversée est un moment d'éternité, le plus beau de tous. Nous allons bientôt apprendre que nous avons vieilli.

Alors, dans quelques années, nous rejoindrons une amicale, une société, une fédération pour qu'il reste autre chose de nos vingt ans qu'une breloque régimentaire, qu'une casquette ternie. Mais aussi, tous ces souvenirs à partager... H

J.-P. BRÉSILLON



Courdent



J. Prayer

Par train ou par camion, les « libérables » gagnent les ports d'Algérie. Puis c'est l'embarquement et le départ pour Marseille, terre promise dont ils ont rêvé depuis des mois. Les dernières opérations ont été pour eux un cauchemar. « Je ne vais tout de même pas me faire descendre à huit au jus », pense le libérable. Et sa peur, une « trouille aussi monumentale qu'inavouable », le pousse à la révolte. « Tirer notre peau de cette guerre de fous ! » est devenu pour cette élite enviée un mot d'ordre impératif et une véritable obsession.



Riboud/Magnum



Debré : à la fin de janvier, il affirme que le problème algérien entre « dans son avant-dernière étape ».

PLASTIQUAGES ET

POUR la Vᵉ République, pour la France même, l'année 1962 débute sous de mauvais auspices. Le gouvernement est isolé, l'autorité de son chef contestée. A l'occasion d'un voyage dans la région de Toulouse, Michel Debré recevra un accueil plus que frais. Il n'est pas jusqu'au chef de l'État qui n'apparaisse victime du désenchantement, du malaise quasi général. Forte au lendemain du putsch, sa popularité n'a fait que baisser au cours de 1961.

Quelles sont les causes de cet isolement, de cet affaiblissement du pouvoir? Il y a d'abord des raisons d'ordre intérieur, ne serait-ce que les maladresses du gouvernement, avec son mépris à peine dissimulé envers le Parlement, l'abus des pratiques inconstitutionnelles, le recours trop prolongé à l'article 16, la menace de son rétablissement brandie à tout propos. Il y a également un malaise social indiscutable, qui touche les paysans, les employés, les agents de l'État et qui s'envenime trop souvent par refus d'un véritable dialogue. La politique extérieure, pratiquée avec une certaine ostentation, mécontente la plupart des groupes, à l'exception de l'U.N.R. et du parti communiste, réunis à nouveau, comme aux plus beaux jours de la C.E.D. La création d'une force de frappe, une conception très particulière d'une Europe unie, donnent à penser que le général de Gaulle pratique une politique, sinon anachronique, du moins en contradiction avec celle de Jean Monnet ou de Robert Schuman.

Surtout, il y a l'Algérie. Nul doute qu'une solution ne soit en vue. Après les échecs d'Évian et de Lugrin, les contacts avec les représentants du G.P.R.A. ont repris au début de l'hiver, sans parler du désengagement de l'armée, dont deux divisions viennent d'être rappelées en France. Mais là encore, l'évolution de la situation ne fait que durcir les oppositions. A gauche, on reproche au régime sa lenteur à négocier; sans connaître le détail des entretiens, on le soupçonne de se refuser à un dialogue sincère avec le F.L.N. et de se préparer plutôt à jouer la carte de la partition, du regroupement.

Les « viols de conscience »

A droite, au centre, l'impression est différente. Ce qu'on reproche au général de Gaulle, c'est de se laisser entraîner dans un engrenage de concessions, de préjuger les résultats d'une autodétermination qui prend maintenant des allures de formalité et qui ne servira qu'à sanctionner une indépendance de l'Algérie, au mépris des intérêts des Européens et des musulmans fidèles à la France. Le M.R.P., les indépendants prennent leurs distances à l'égard du gouvernement. Le 12 janvier, les parlementaires indépendants, au cours d'une journée d'étude, votent une motion où ils affirment que « le F.L.N. ne saurait, en tout état de cause, être considéré comme l'unique représentant de toute la population musulmane d'Algérie ». Ils soulignent encore « l'importance de l'Algérie couverte par le pacte de l'O.T.A.N. » et déclarent qu' « il ne peut exister de solution qu'en assurant le maintien de l'Algérie et du Sahara dans le cadre de la République française ».

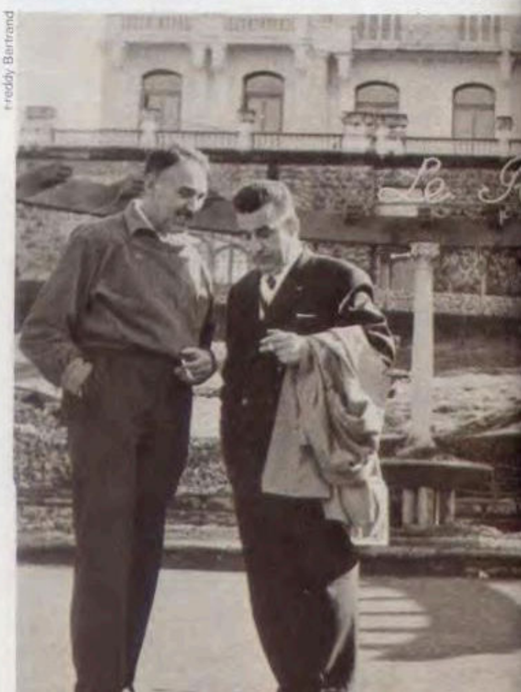
Enfin, l'O.A.S. contribue au trouble et à la division de l'opinion. A droite, on répugne à une condamnation absolue et on éprouve une compréhension secrète pour une action qui trahit le désespoir, l'angoisse ou la colère de nombre d'officiers et des pieds-noirs, qui, d'une certaine manière, peuvent légitimement se croire trahis et abandonnés. Dans les partis de gauche, dans les syndicats, l'impression est fondamentalement différente. L'O.A.S. n'est que la manifestation, le prétexte de groupes d'extrême droite fascisants, d'officiers de *pronunciamiento* qui veulent s'emparer du pouvoir en métropole et instaurer un régime totalitaire. On reproche au gouvernement sa mollesse dans la répression. Le premier ministre paraît *a priori* discrédité pour mener la lutte. De fait, le gouvernement a beau multiplier les perquisitions, les arrestations, les gardes à vue, publier des bilans optimistes, il n'en reste pas moins que l'O.A.S. ne cesse d'affirmer sa puissance en métropole.

De jour en jour, la liste des attentats à Paris ou en province ne cesse d'augmenter tandis que se multiplient les vols d'armes dans les casernes et les camps militaires. Le 7 janvier, à Satory, un commando s'empare d'une vingtaine d'armes automatiques. Malgré le démantèlement de deux nouveaux réseaux, Paris et sa banlieue connaissent un festival de plastic dans la nuit du 17 au 18 janvier. En quelques heures, on ne compte pas moins de dix-huit explosions. Une semaine plus tard, treize nouveaux attentats « célèbrent » l'anniversaire des barricades. Des tracts laissent entendre que ces actions interviennent dans le cadre de l'opération « Iliade » et qu'elles visent tout particulièrement « les membres des réseaux de soutien au F.L.N. ou les traîtres à la cause de l'Algérie française ». Mais c'est l'attentat du 22 janvier qui cause la plus grande émotion. L'explosion d'une bombe au Quai d'Orsay fait un mort et douze blessés.

Ce qui contribue à inquiéter l'opinion, c'est la découverte de cellules O.A.S. dans certains lycées ou grandes écoles, notamment à Saint-Louis et à l'École Violet, où une quinzaine d'élèves de seize à dix-huit ans sont compromis dans des affaires de plastiquage. Une guerre des tracts entre « anticommunistes » et « antifascistes » montre l'audience croissante de l'O.A.S. dans plusieurs établissements. La politique va-t-elle contaminer l'Université? Le ministre de l'Éducation nationale, Lucien Paye, s'inquiète de ce « glissement », dénonce les « viols de conscience » et demande aux professeurs et aux étudiants de « condamner publiquement les méthodes de violence ».

En même temps, l'O.A.S. change de tactique. Si les domiciles de journalistes ou d'hommes politiques sont encore

Le maire d'Évian, Camille Blanc, devant l'hôtel où se tint la



plastiqués — c'est le cas du directeur du *Monde* et du rédacteur en chef de *l'Express* — l'action de l'organisation secrète s'oriente vers le parti communiste. Le 3 janvier, c'est l'attentat à Alençon contre Locussol, ancien membre du parti communiste algérien. Le lendemain, des rafales sont tirées sur le siège du parti, tandis que des permanences ou le domicile de simples militants, à Paris ou en province, sont l'objet d'attentats à la bombe.

L'action de l'O.A.S. pose plusieurs questions. Ne va-t-elle pas contribuer à un regroupement des forces de gauche? La démocratie pourra-t-elle survivre en France? De fait, tout au long du mois de janvier, on assiste à des protestations de plus en plus vives émanant de formations aussi variées que l'Association des déportés, le club Jean-Moulin, la C.G.T., les Éclaireurs de France, la Fédération française des associations chrétiennes, le S.N.E.S., l'U.N.E.F., la Ligue des droits de l'homme. François Mauriac apporte le renfort de sa conscience : « Notre France de coupe-jarrets est anachronique et nous en mourons de honte... Nous donnons au monde le spectacle d'une grande nation à la fois anachronique et atone. »

Le 14 janvier, paraît un nouveau manifeste, qui émane d'une centaine d'anciens membres de la Résistance. On y retrouve des hommes venus des horizons les plus variés : Benoît Frachon, Claude Bourdet, Alain Savary, le général Billotte, Capitant, François Mauriac, David Rousset. Enfin, un comité de défense républicain s'apprêterait à passer au contre-terrorisme, à « répondre à la violence par la violence », avec des listes de « victimes » (*sic*) soigneusement choisies.

Mais ce sont les réactions du parti


Habans/Paris-Match

Lucien Paye, ministre de l'Éducation nationale : il dénonce les « viols de conscience à l'Université ».

communiste qui sont les plus intéressantes. L'O.A.S. ne lui donne-t-elle pas l'occasion de se dédouaner, de sortir de son ghetto, de prendre la tête d'un vaste rassemblement des forces de gauche? Dès le 5 janvier, il lance l'appel classique pour une « manifestation de masse » : « L'assassinat de Camille Blanc, maire socialiste d'Évian, et de Georges Moullard, ouvrier de l'aéroport d'Orly, le meurtre, à Alençon, du démocrate Locussol, les coups de feu tirés contre le siège du comité central visent toutes les forces ouvrières et démocratiques. Les dirigeants de l'O.A.S. veulent précipiter la France dans les horreurs du fascisme bestial. Le parti communiste appelle solennellement tous les démocrates à s'unir avant qu'il soit trop tard. » En fait, la manifestation, qui se déroule, le 6 janvier, place Kossuth, malgré l'interdiction de la préfecture de police, se solde par un échec. Il n'y a pas 5 000 participants. Le parti communiste se retrouve seul.

La menace O.A.S. ne suffit pas, en effet, pour mettre fin aux contradictions des partis de gauche. Pour les radicaux, pour les socialistes, il ne peut être question d'une alliance avec les communistes. « Le Front populaire? Jamais! » Guy Mollet, estime que « dans la conjoncture présente, l'action avec les communistes — ces espèces de léninistes mal blanchis et mal destalinisés — est impossible dans la lutte contre l'O.A.S. ». A la rigueur, la S.F.I.O. s'orienterait vers une « troisième force » ou un regroupement de la gauche, mais qui exclurait naturellement le P.C. et le P.S.U. Pour le leader socialiste, une éventuelle disparition du général de Gaulle devrait conduire à un regroupement de tous les démocrates autour du président du Sénat, non pour une action de longue durée, mais pour « assurer le passage, la transition ».

Ce sont les mêmes conclusions qui ressortent d'une certaine manière du « dîner de l'Alma » qui réunit, le 16 janvier, chez Pierre Uri, les présidents des grandes formations politiques : Guy Mollet, Antoine Pinay, Maurice Faure, André Colin, Robert Bothereau, Georges Levard, Michel Debatisse. En fait, il faut bien constater, comme le souligne l'U.N.R. avec une évidente satisfaction, l'incapacité des groupes politiques à donner une réponse aux problèmes de l'heure et à dénouer la crise.

C'est dans ces conditions qu'une éclaircie semble apparaître. A la fin de janvier, Michel Debré affirme à Amboise que le problème algérien entre « dans son avant-dernière étape » et que le cessez-le-feu mettra fin à l'agitation. Le ministre de l'Information, Louis Terrenoire, fait écho et déclare que le mois de février sera « décisif ». A la lumière de ces paroles sibyllines, l'allocution du général de Gaulle, qui a lieu le 5 février, est attendue avec une rare impatience. Une fois de plus, c'est du chef prédestiné que l'on attend le dénouement du drame. A bien des égards, cette allocution, la vingtième pour les amateurs de statistiques, n'est pas d'une puissante originalité, qu'il s'agisse du développement de la France, que seuls « quelques partisans aveugles » osent contester, ou bien des problèmes extérieurs, en raison desquels nous proposons modestement à nos partenaires européens « une organisation d'ensemble sans laquelle il ne peut y avoir d'Europe unie ». On a l'impression d'entendre des thèmes déjà cent fois ressassés.

André Malraux est visé

Ce qui peut paraître nouveau, c'est la condamnation en règle de l'O.A.S. et de ses méthodes, de ces « agitateurs qu'il faut réduire et châtier », de ces « Français qui se sont lancés dans des entreprises criminelles et subversives. Leur destin ne saurait relever et ne relève que des forces de l'ordre, de la police et de la justice ». Sur le problème proprement algérien, ce sont, à n'en pas douter, de nouvelles avances à l'intention du F.L.N. Le retour en métropole des unités d'Algérie s'effectue selon un calendrier rigoureux. La France ne renonce pas à l'objectif qui est le sien : « Réaliser la paix et aider l'Algérie à prendre en main son destin en y ménageant aussitôt un exécutif provisoire et en nous tenant prêts à reconnaître,

conférence. Son assassinat, en 1961, a scandalisé l'opinion.



une bombe provoquera un drame abominable

sans nulle restriction, ce qui ne manquera pas de sortir de l'autodétermination, c'est-à-dire un État souverain et indépendant. » Le moment est proche où la France « publiera dans le détail ce qu'elle propose et ce qu'elle offre » et on pourra mesurer ce qu'a « de généreux, de réaliste et de constructif son intention d'être utile à l'Algérie algérienne et d'entretenir, demain, avec elle, des rapports féconds et amicaux ».

Dans l'ensemble, l'accueil du discours est nettement plus favorable qu'au lendemain de l'allocution du 29 décembre. Le sentiment qui domine est qu'un accord France-F.L.N. est imminent. Pour *l'Humanité* elle-même, « jamais les chances de paix n'ont été plus grandes ». Mais dans l'immédiat, le seul résultat du discours semble être la relance de l'activité de l'O.A.S. Toute une série de plastiquages concernent des universitaires, des journalistes, des hommes politiques. André Malraux est à son tour visé. Mais la bombe déposée devant son domicile conduit à un drame affreux qui porte un coup sévère au crédit que l'O.A.S. pouvait encore conserver dans une partie de l'opinion : l'explosion défigure et rend aveugle une petite fille de quatre ans, Delphine Renard.

Ce drame en entraîne un autre. Toutes les organisations syndicales décident d'organiser une grande manifestation de protestation qui se déroule le 8 février, malgré l'interdiction du ministère de l'Intérieur. La journée se solde par des heurts d'une extrême violence avec les forces de l'ordre. On compte 8 morts et 100 blessés chez les seuls manifestants. C'est la première fois que l'on enregistre, depuis le 6 février 1934, un affrontement aussi sanglant et l'émotion est considérable. Pour le gouvernement, il s'agit d'une entreprise de subversion dont les objectifs ne peuvent être que ceux de l'O.A.S. Le parti communiste est directement mis en cause; c'est lui qui a organisé l'affaire. « Les émeutiers, en bandes organisées, ont attaqué le service d'ordre avec une extraordinaire violence, se servant de matraques, de boulons, de grilles arrachées et de pavés. »

Dans l'ensemble, l'opinion ne se rallie guère à ce point de vue. La manifestation du 8 février pose surtout le problème du soutien des éléments d'extrême gauche dans la lutte contre l'O.A.S. *Le Monde* tente de tirer la leçon de l'événement : « Affirmer, pour justifier l'interdiction, que des éléments troubles songeaient à cette occasion à une entreprise de subversion serait drôle si ce n'était tragique.

» Ces éléments existent, c'est vrai, mais ils sont dans l'État... Prétendre après coup que la manifestation était celle d'ennemis de la République est également excessif. La lutte contre l'O.A.S. n'est pas seulement l'affaire de l'État, comme croit et dit le général de Gaulle, c'est aussi l'affaire du pays, et la démocratie que l'on assure défendre sur deux fronts n'a jamais été l'art d'empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde quand le gouvernement tarde à s'en occuper. »

L'affaire trouve son épilogue le 13 février, à l'occasion des obsèques des victimes, qui rassemblent une foule immense.

Une semaine plus tard, l'affaire d'Algérie semble bien entrer dans son avant-dernière étape. Le 19 février, à la radio, Louis Joxe annonce la conclusion des pourparlers avec les représentants du G.P.R.A. en ce qui concerne les conditions du cessez-le-feu, la coopération et les garanties pour la minorité européenne. Dans l'ensemble, c'est la satisfaction qui domine, mais une satisfaction sans joie, et on n'enregistre qu'une seule fausse note. Pour Georges Bidault, « tout ce que les journaux ont publié est plus capable de susciter la honte que l'espoir ». Ainsi, la guerre d'Algérie semble s'acheminer vers sa fin, mais dans quelles conditions! Au milieu de quel gâchis, à l'heure où les deux communautés s'affrontent avec une violence inouïe! Comment concilier les termes de l'accord, l'optimisme des déclarations officielles avec ce qui est devenu une guerre civile? H

Jacques KOHLMANN

Le désengagement est commencé. Les troupes, peu à peu, regagnent la métropole. Pour les Européens d'Algérie, ce départ est ressenti comme un abandon. Et la rancœur s'accroît.



Foucher

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

Directeur : ***Yves Courrière***
Conseiller auprès de la Direction : ***Général Beaufre***
Rédacteur en chef : ***Jean Fontugne***
Adjoints : ***Jacques Kohlmann***, ***Liliane Crété***
Chef service photo : ***François Wittmann***
Directeur des publications Historia : ***Christian Melchior-Bonnet***
Administration : ***Christian Clerc***
Maquettiste : ***Georges Bourgeon***
Dessinateur : ***John Batchelor***
Fabrication : ***Roger Brimeur***
Secrétaire de rédaction : ***Brigitte Le Pelley Fonteny***
Adjoint : ***Charles Meyer***
Directeur de la promotion : ***Jacques Jourquin***
Assistantes : ***Chantal de Pinsun***, ***Françoise Rose***
Relations publiques : ***Claude Bénédick***
Abonnements : ***Jean-Loup Pellé***
Services des Ventes : ***Georges Darmon***

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
Tél. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire. 112 numéros seront consacrés à la Guerre d'Algérie.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(Février 1962)

FRANCE

2 : le colonel Godard et le capitaine Sergent condamnés à vingt ans de détention criminelle par le tribunal militaire de Paris.
5 : allocution du général de Gaulle.
7 : opération anti-O.A.S. à Avignon : arrestation d'Henri Vignau.
8 : affrontement sanglant entre manifestants et forces de l'ordre lors d'une manifestation anti-O.A.S. à Paris : huit morts, plus de cent blessés.
10-17 : échange de messages entre de Gaulle et Khrouchtchev sur les problèmes du désarmement.
11-12 : rencontre secrète aux Rousses entre représentants de la France et du G.P.R.A.
15 : onze attentats au plastic à Paris.
18 : tentative O.A.S. d'assassinat d'Yves Le Tac.
27-28 : XVIe congrès de la F.N.S.E.A.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

14 : sanglantes échauffourées à Oran et Alger.
18-21 : entretiens Tito-Nasser au Caire.
22-27 : réunion du C.N.R.A. à Tripoli.
22 : attentats O.A.S. à Alger : vingt-trois morts.
23 : coup d'État avorté en Turquie.
24-25 : désordres et attentats à Alger : soixante-six morts.

AFRIQUE

16 : l'Assemblée nationale katangaise ratifie les huit points de l'accord de Kitona sur la réunification du Congo.

AMÉRIQUE

8 : Washington et Londres décident de reprendre les essais nucléaires.
14 : Cuba est officiellement exclue de l'O.E.A.
20 : troisième vol orbital américain.
23 : l'Assemblée générale des Nations unies adopte une résolution pour la levée de la tutelle belge sur le Ruanda et l'Urundi.

EUROPE

2 : explosion nucléaire souterraine soviétique.
7-24 : échange de messages entre Kennedy, Macmillan et Khrouchtchev au sujet de la conférence des Dix-huit sur le désarmement général.
9 : le pilote de l'U-2, Francis Powers, est échangé contre l'espion soviétique Rudolf Abel.
14 : incident aérien dans le couloir nord de Berlin entre avions soviétiques et occidentaux.
15 : une note de protestation des Occidentaux est remise à Moscou sur les incidents de Berlin.
15 : rencontre de Gaulle-Adenauer à Baden-Baden.
21 : mémorandum du gouvernement de Bonn au gouvernement soviétique sur la question de Berlin.
22-23 : conférence des Six à Bruxelles sur l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



EVIAN 18 MARS : LA PAGE EST TOURNÉE

Sommaire

● La petite histoire des Rousses
Le 19 février 1962, à 5 h 10, l'accord est réalisé et signé entre représentants du G.P.R.A. et du gouvernement français. Tout le monde se sépare épuisé. Les gardes du corps oublient même deux pistolets mitrailleurs. Que s'est-il passé depuis le 27 janvier, date à laquelle les contacts ont été repris ?

● L'O.A.S.-Métropole
Sans désemparer, et malgré les coups sévères que lui porte la police, l'organisation se structure en France. Elle n'a jamais été plus forte qu'à quelques semaines de la signature des accords d'Évian.

● Les chiens-soldats
Le cessez-le-feu entraîne la fermeture des centres cynophiles en Algérie. Quelle était la mission de ces « pelotons cy » composés de chiens démineurs, pisteurs, éclaireurs, de grottes, etc. ? 157 chiens-soldats tombèrent au combat sous les balles des insurgés ou tués au poignard...

● La page est tournée
Le 18 mars 1962, le monde entier apprend que les représentants du G.P.R.A. et du gouvernement français ont signé la déclaration mettant fin aux hostilités. Accords d'Évian... ou châteaux de sable ?

● Alger à l'heure d'Évian
La détermination de l'O.A.S. de s'opposer aux accords par tous les moyens et de poursuivre la lutte ne faisait aucun doute. Dès le 19 mars l'organisation prend l'offensive...

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 4e trim. 1973. — N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — **N° 357 - 19 Novembre 1973.**

EDITION SPECIALE O. A. S.

L'Echo d'Oran

MALGRE DE GAULLE

SES SBIRES

SES MERCENAIRES

L'ALGÉRIE NON CONSULTÉE

DIT « NON »

VIVE
LA
VRAIE
FRANCE



L'O.A.S. VAINCRA

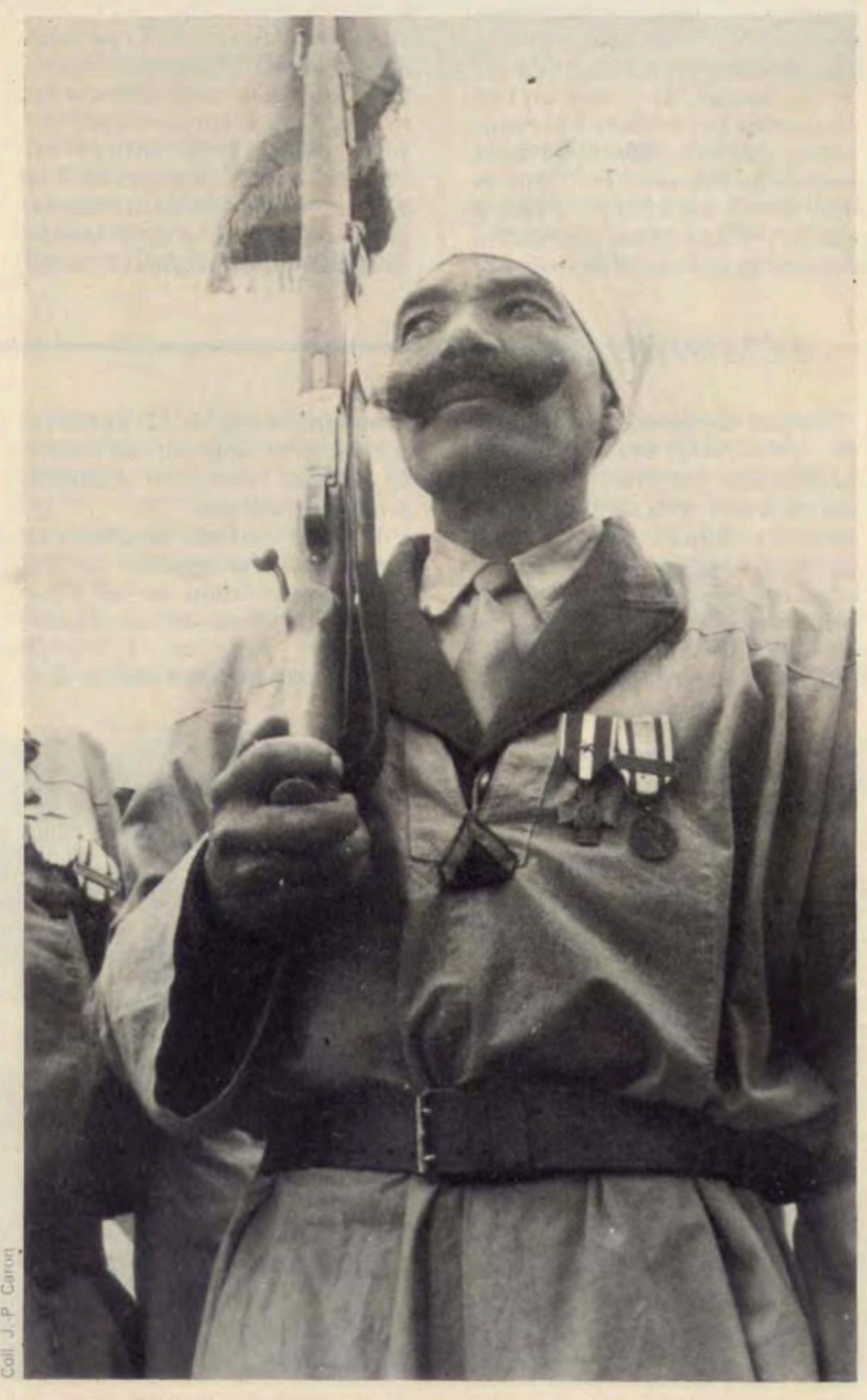
En Algérie comme en métropole, l'Organisatiog armée secrète tente désespérément de s'opposer aux accords d'Évian. A Oran, à quelques semaines de l'arrestation du général Salan, une nouvelle « édition pirate » du quotidien local est publiée le jour même du référendum sur les accords d'Évian. On est encore loin des accords O.A.S.-F.L.N. qui seront signés en juin.

HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 357

Nos lecteurs écrivent...

La moitié de mon temps en Algérie a été consacrée au renseignement. J'ai donc vu de près la torture, quoique ce mot, selon les chefs ou les secteurs, dut englober des méthodes ou des procédés très différents.

Je crois qu'ici la torture est un arbre, et un arbre dont on est si près qu'il cache deux forêts : la guerre et le reniement des promesses faites. Certains veulent se décharger vis-à-vis d'eux-mêmes et des autres de leur responsabilité morale. Qu'est la torture sinon un aspect de la nouvelle guerre? Qu'on ne s'y trompe pas, la guerre n'est pas le fait de ceux qui l'exécutent, mais bien plus le fait de ceux qui les envoient de près ou de loin, en créant les conditions d'un conflit. Tout évolue, la guerre aussi. Il se trouve que la guerre révolutionnaire, par son processus, crée une responsabilité individuelle accrue pour tous. Ce que beaucoup semblent ignorer c'est à quel point ce type de guerre est sordide (en tout cas d'une façon différente de l'autre). Mais il a de plus la dure rigueur de mettre le combattant au pied du mur. Je veux dire devant la responsabilité complète de ses actes. Il n'y a plus moyen de se rassurer devant le fait, en se disant que c'est le voisin qui l'a accompli, c'est chacun qui, à un moment ou un autre, l'accomplit à son tour. Combien de soldats du contingent, qui, dans une guerre classique, n'auraient peut-être rien éprouvé, ont été violemment choqués, et cela pendant des années, peut-être pour leur vie entière, par des actes que leur être tout entier ne pouvait véritablement exécuter de sang-froid! Ceux-là ont accompli leur



Coll. J.-P. Caron

Un sous-officier des groupes mobiles de police rurale. Ces unités musulmanes créées en 1955 et chargées de la sécurité des douars étaient recrutées par contrat.

Opinions...

tâche avec courage. Aucun d'eux ne souhaitait endosser ce genre de responsabilité. Mais pour justifier une guerre il faut bien croire qu'elle sert à quelque chose et pour cela il faut être efficace, s'adapter à la situation.

Le soldat a donné sa vie, c'est banal pour celui qui lit; mais il a donné plus encore, il a donné son âme pour faire quelque chose qu'il n'a pas demandé à faire, dans un lieu où il n'a pas demandé à aller. Peu de poètes ont chanté le soldat du contingent. L'homme a besoin de vedettes en tout. Je trouve un peu choquante la part faite à certains corps, quels qu'aient été leurs incontestables mérites. Dans le don de soi que chacun a fait, il y a eu un don total, une œuvre énorme et des actes de courage dignes de tout ce qui s'est fait dans le genre. Trop exalter le travail des uns rend plus ingrat et plus amer le travail des autres. La responsabilité est collective, le combat aussi, et les uns sans les autres n'auraient pas servi à grand-chose.

Qu'a entendu, au retour, le pauvre soldat? Les critiques de tous ceux qui croyaient avoir quelque chose à dire. Les ignorants, les inquiets; sans doute parfois des gens sincères, mais aussi des hypocrites, plus encore vis-à-vis d'eux-mêmes que des autres. Entendre des gens importants jouer à la vertu offensée est risible. Que n'ont-ils ouvert les yeux avant! Si la torture est affreuse, qu'on s'en prenne à la guerre, sa grande sœur. S'imagine-t-on que la guerre restera ce que les gens aimeraient qu'elle

Touabas. En 1962, leur fidélité coûta la vie à nombre d'entre eux.

fût, conforme à des habitudes dans lesquelles on a fini par se carrer, par se donner bonne conscience? Que ceux que les circonstances ont tenus loin de tout cela soient horrifiés, on peut le concevoir aisément, mais que des hommes qui sont au courant des choses de la politique ou de la guerre se mettent à pousser de grands cris, c'est ridicule et honteux!

Bien sûr, il n'y a pas moyen de se dissimuler que chacun trempe les mains dans la saleté, que chacun prend ses responsabilités vis-à-vis de sa conscience. Ce serait vraiment trop simple d'envoyer des gens faire une

—TÉMOIGNAGE

Depuis les grandes opérations de 1958-1959, de nombreuses katibas de l'intérieur sont réduites à leur plus simple expression. La dernière unité valable en wilaya 4, le commando 41, est dispersé après la capture de son chef de section, au début de 1960. Seuls subsistent les états-majors et les groupes de secteur, comptant de 6 à 12 hommes. L'armement collectif est stocké en caches avec les dernières armes disponibles.

Dans la journée, le groupe se terre dans des grottes ou des abris creusés dans le sol. Pour limiter la casse en cas de découverte par les F.O., le « fell » en arrivera même à la cache individuelle, chaque *djoundi* ignorant le terrier du voisin.

Avec un fatalisme tout musulman, le *djoundi* reste terré dans l'obscurité, attendant la tombée de la nuit pour se regrouper avec ses camarades, aller au ravitaillement à la mechta voisine ou commettre

Coll. Bouskone



Coll. Metennano



Un homme du groupe zonal 5 a été capturé et a parlé. Il est embarqué sur un des appareils du détachement d'intervention héliporté. Arrivé dans son secteur, le « fell », avec son harki « protecteur » et l'O.R., localise d'anciennes caches...


Coll. J.-P. Caron

besogne et ensuite de s'en laver les mains ou, mieux encore, de crier haro sur le baudet. Et c'est là que je crie à l'hypocrisie. Tout homme politique, toute « élite » sociale, devait savoir qu'en envoyant des soldats faire une guerre révolutionnaire, il les condamnait à toutes ces choses sordides, il ne pouvait pas l'ignorer ou alors son ignorance était encore plus coupable. A moins que les « élites » ne soient rien. L'homme du contingent n'avait rien à défendre d'immédiat, il ▶

quelques méfaits (scier un poteau téléphonique ou procéder à l'exécution sommaire d'un compatriote). La consigne est désormais de survivre en attendant des jours meilleurs.

Ce traqué perpétuel forcerait notre admiration par sa bravoure et sa ténacité s'il n'était le plus souvent qu'un vulgaire égorgeur. Combien de pauvres musulmans ou fatmas n'avons-nous pas trouvés sur la route, le matin, égorgés parce qu'ils « avaient refusé de payer leur cotisation mensuelle » se montant à 200 anciens francs, comme l'indiquait le papier épinglé sur le cadavre !...

Pour les forces de quadrillage, désormais maîtresses du terrain, c'est une nouvelle forme de guerre qui va durer jusqu'au cessez-le-feu. On est loin des bilans ronflants des réserves générales et la guerre des caches va exiger une épuisante poursuite de l'insaisissable, beaucoup d'abnégation et parfois du sang. L'emploi du « chien de ▶

Coll. Graten



Coll. Mostona



... où se rendent les groupes d'accompagnement. La fouille s'effectue toujours avec une grande prudence. Les « anciens propriétaires », à leur départ, piègent souvent ces caches, qui sont camouflées et difficilement détectables par les « pelotons cy ».

Précisions pour l'Histoire...

n'avait qu'un devoir de fraternité vis-à-vis d'autres Français, musulmans ou chrétiens.

Derrière l'homme du contingent ou l'exécutant militaire, il y a, partageant leur responsabilité, tous les hommes politiques élus, ou nommés par les élus; et aussi toute la nation, qui a accepté par la loi du plus grand nombre. Simplement certains peuvent pécher par une ignorance normale. Maintenant, que d'autres utilisent ce genre d'affaires à des fins politiques est sans doute pire que la torture qui les dérange, et couvrir de silence celle qui les arrange est la démonstration qu'en fait la torture leur plaît, du moment qu'elle n'entrave pas leurs projets et surtout qu'elle les sert. Aussi longtemps que les hommes feront la guerre ils accompliront ou se rendront complices d'actes monstrueux, qu'ils les fassent eux-mêmes ou les fassent faire, quelle que soit la peur ou la lâcheté avec laquelle ils observent leur comportement, quel que soit le nom qu'ils se donnent.

Tel ou tel aspect de la guerre peut sembler plus flatteur et pourtant il y a toujours, derrière, la souffrance, la mort et le deuil. La guerre ne sera pas ce qui arrange certaines consciences en caoutchouc mousse, elle sera ce qui plonge l'homme de plus en plus dans le mal, évoluant comme tout évolue, mettant maintenant chacun devant sa conscience. Quand viendra le jour où l'homme pourra faire en temps de paix les actes admirables qu'il accomplit en temps de guerre, alors peut-être cette dernière deviendra-t-elle inutile.

Le tout est de savoir si on peut ne pas la faire sous la forme où on nous la présente et si l'on peut attendre chez soi, avec hauteur, dignité ou indifférence, que tout se règle en dehors de nous.

Je n'ai pas parlé des excès. Il y en a eu toujours et partout. Ils font partie de l'œuvre humaine. Ils participent au résultat général sans modifier vraiment l'idée maîtresse.

M. S..., 75020 Paris.

★

...L'article de M. Lucien Bitterlin intitulé « Offensive des gaullistes de choc » et paru dans le nº 90 m'a inspiré les réflexions suivantes.

TÉMOIGNAGE *(suite)*

cache » se révélant assez décevant, c'est à l'homme de pénétrer le premier dans la cache découverte. Ce sera le plus souvent un prisonnier ou un jeune chef de section, qui se feront parfois tuer à bout portant par une charge de chevrotines..

Avec quels mots peut-on décrire l'héroïsme des sapeurs de tête du « génie-grotte » qui avançaient en rampant dans un conduit obscur, protégés par un simple bouclier?...

La découverte de caches se fera surtout sur renseignement et rarement au cours de ratissages, si ce n'est comme ce harki de l'Algérois qui, déracinant trop facilement un arbuste, voit tout à coup surgir deux mains du sol qui tirent sur les racines ou encore ce *djoundi* du Sud algérois, découvert pour avoir laissé un excrément frais à proximité de son terrier...

Le secteur d'Aumale a mis au point une tactique de renseignements fort efficace. Croyant

Coll. Metermann



Coll. Gratien



Les caches anciennes sont vides, ou contiennent des sacs bourrés de paperasses et de vieux journaux, parfois du ravitaillement, des produits pharmaceutiques, etc. Elles servent de gîtes d'étape pour les agents de liaison ou de transmission de l'A.L.N.


Coll. J.-P. Caron

L'opération terminée, on expose le butin : drapeaux, armes automatiques...

M. Bitterlin n'est pas né en Algérie et, de ce fait, il lui est aisé de reprocher aux Européens d'Algérie de ne pas « comprendre que l'Algérie, ce n'était pas la France ». Nous nous étions fait « une certaine idée » de l'Algérie, qui ne correspondait pas nécessairement à celle de M. Bitterlin ni à celle du général de Gaulle, mais qui avait sa valeur.

L'une des grandes erreurs de ceux qui ont « réglé » l'affaire algérienne, c'est de n'avoir rien compris à la psychologie des pieds-noirs ou de n'en avoir pas tenu compte. Nous considérions l'Algérie comme un territoire français parce que nos parents nous l'avaient appris, nos maîtres nous l'avaient enseigné et tous les chefs d'État, depuis le roi Louis-Philippe jusqu'au général de Gaulle, l'avaient affirmé! Je voudrais savoir quel sens M. Bitterlin entend donner aux premiers mots du discours prononcé par le général de Gaulle à Oran, le 6 juin 1958 : « Oui, oui, oui! La France est ici pour toujours! »

Tout en Algérie contribuait à nous donner conscience que ce pays était français : son statut politique, son administration, son économie, l'histoire de sa mise en valeur, l'instruction dispensée, la participation des populations algériennes à la défense de la patrie et, quoi qu'on en ait pu dire, la conviction de nos compatriotes musulmans. M. Ferhat Abbas n'écrivait-il pas dans le *Trait d'Union*, de Constantine, en novembre 1922 : « Nous sommes musulmans et nous sommes français!...

plus à l'action psychologique sur le prisonnier qu'aux moyens coercitifs, la harka du 2e bureau du secteur comprend tout un échantillon d'anciens gradés des différentes nahias et kasmas de ce secteur du Sud algérois.

Dès que l'identité d'un prisonnier est annoncée par message, le 2e bureau du secteur consulte son fichier et selon l'unité d'origine du P.A.M. (pris les armes à la main) convoque immédiatement un de ses harkis qui a connu ce prisonnier.

Une *Alouette* transporte O.R. (officier de renseignement) et harki sur le terrain. Le P.A.M., qui s'attend au pire, voit tout à coup arriver un ancien chef de groupe ou de section de son unité.

Après les palabres habituelles et la cigarette, le harki vante au prisonnier, mis en confiance, les avantages de sa nouvelle vie ; mais pour se rallier, il faut « donner une preuve de bonne volonté »...

M. H. B..., 05000 Gap

Coll. Mestaoria



Coll. Zenim



La famille qui loge dans une mechta proche des caches n'a plus vu de fellaghas « depuis des lunes ». Et cependant, après un nouvel interrogatoire, le prisonnier nous conduira à une cache toute proche où l'on trouvera des armes et parfois des « fells ».

La vérité des deux côtés...



Coll. Rôle

Il y a ici, en Algérie, des Européens et des indigènes, mais il n'y a que des Français! » Et en 1931, dans *le Jeune Algérien :* « L'Algérie est terre française. » Voilà ce qu'écrivait le futur chef du G.P.R.A. avant que l'ambition ne lui fît, comme à d'autres, retourner sa veste!

L'Algérie a été française avant la Savoie et Nice! Allez donc dire aux Savoyards et aux Niçois que leur terre natale, « ce n'est pas la France »! Notre drame, c'est celui des Alsaciens qui, en 1871 et en 1940, ont refusé d'admettre que leur province n'était plus française. Avant de juger les gens, il faut essayer de les comprendre et, pour les comprendre il faut se mettre à leur place. Or nous avons l'impression que beaucoup de nos compatriotes métropolitains n'ont pas fait cet effort, à commencer par le général de Gaulle qui, dans ses *Mémoires d'espoir*, au chapitre de l'Algérie, n'a même pas parlé des centaines de milliers d'êtres que sa politique funeste a conduits à l'expatriation dans les conditions pitoyables que l'on connaît!

M. A. B..., 91240 St-Michel-sur-Orge

Quelle n'a pas été ma surprise de lire dans « Historia Magazine » *la Guerre d'Algérie*, n° 81, page 2344 : « La 7e D.M.R. a quitté les délices des cantonnements de la Mitidja pour une mission plus conforme, etc. »

Vraiment, c'est mal connaître ce qu'a réalisé la 7e D.M.R. en A.F.N.

Je me permets de vous faire parvenir une de mes nombreuses coupures de presse, parues pendant ces époques douloureuses de la guerre d'Algérie.

Mon désir serait que vous fassiez paraître dans la rubrique « Nos lecteurs écrivent » l'intégralité de la coupure jointe, afin de mieux informer vos lecteurs sur une des nombreuses missions accomplies par la 7e D.M.R.

M. F. P..., 13007 Marseille

★

En quittant Alger par la route d'El-Biar, d'où l'on découvre l'un des plus beaux panoramas sur la baie, on arrive dans une banlieue verdoyante et fleurie où la jeunesse est nombreuse entre l'école normale de Bouzaréa, au patio célèbre, le lycée, l'école normale et la cité universitaire de Ben-Aknoun. Cette banlieue portait les doux noms de Beau-Fraisier, Frais-Vallon, Climat-de-France, Bon-Pasteur... A quelques centaines de mètres d'El-Biar, sur la droite en direction de Ben-Aknoun, se trouve l'entrée du domaine de Château-Royal, siège des centres sociaux éducatifs. Une très longue allée bordée de palmiers nous mène à une ancienne demeure mauresque entourée de baraquements dans l'odeur des essences d'arbres et des fleurs. Depuis dix ans, rien n'a changé, ce lieu abrite aujourd'hui les locaux des services audio-visuels de l'Institut pédagogique national algérien; seule, une plaque de marbre apposée sur le mur après le portail donne le martyrologe des six inspecteurs de l'Éducation nationale assassinés par le commando « Delta » d'El-Biar, le 15 mars 1962.

Le Service, des centres sociaux éducatifs avait été créé en octobre 1955 par Germaine Tillion, attachée au cabinet de Jacques Soustelle, gouverneur

L'alerte est donnée. Chacun rejoint aussitôt son poste de combat, le fusil mitrailleur se met en batterie...

général de l'Algérie, sur le principe de l' « éducation de base » préconisé par l'U.N.E.S.C.O.

Il devait pallier certaines carences en absorbant la population n'ayant jamais fréquenté l'école, en luttant contre l'analphabétisme, en donnant les rudiments d'une formation professionnelle. Le plan de Constantine prévoyait une scolarisation complète en 1966 avec 50 % des effectifs pris en charge par les centres.

Plusieurs centaines de centres répartis sur tout le territoire algérien, même au cœur des régions les plus déshéritées, selon une structure académique conférée par un décret du 30 juillet 1959, étaient placés sous la direction d'un inspecteur d'académie assisté d'inspecteurs des centres sociaux éducatifs chargés de la formation des chefs et des moniteurs et monitrices en liaison avec le centre de formation pour l'éducation de base.

Ce service s'occupait aussi bien des questions sanitaires et sociales que d'éducation et d'enseignement, touchant les enfants, les adolescents, les adultes dans les milieux algériens les plus défavorisés.

En ce doux matin du jeudi 15 mars 1962, Alger s'était éveillée dans l'épouvante devenue quotidienne, et dans le calme décor de Château-Royal, dix-huit inspecteurs, venus de toute l'Algérie, et leur chef, l'inspecteur d'académie Max Marchand, tenaient leur réunion mensuelle dans une baraque préfabriquée, entre les grandes bâtisses du domaine. A 10 h 30, trois hommes du commando « Delta » d'El-Biar, venus dans deux 403, remontèrent l'allée centrale jusqu'au grand portail et se précipitèrent, pistolet mitrailleur à la main, vers la salle de travail et en enfoncèrent la porte. Sous prétexte d'un contrôle d'identité pour un enregistrement à la radio, ils appelèrent six noms et demandèrent à ces six personnes de les suivre.

Le groupe tourna au coin de la baraque et avança vers la sortie du parc mais, arrivé devant la salle des services administratifs, le dernier bâtiment avant la longue allée ombragée qui mène à la route, les pistolets mitrailleurs crépitèrent : Max Marchand tombait en plein milieu du chemin, Robert Aimard et Marcel Basset près de la porte de ce bâtiment; Mouloud Feraoun, Ali Hammoutène et Salah Ould Aoudia non loin de là.

Cette opération fut menée avec rapidité et le commando disparut avant que l'alerte pût être donnée. Sur les murs, une cinquantaine de points d'impact, à terre cinq cadavres et un agonisant, Mouloud Feraoun, qui devait succomber pendant son transfert à l'hôpital.

Trois jours plus tard, le dimanche 18 mars 1962, le général de Gaulle, à Paris, et Ben Khedda, à Tunis, annonçaient la fin des combats... Le plus inutile des crimes avait été commis contre ces six hommes, trois Français, trois Algériens, qui, au sein des centres sociaux, œuvraient pour une réconciliation.

M. L..., 75020 Paris

★

Je suis fort surpris de lire dans votre n° 95 de *la Guerre d'Algérie*, l'article de M. Lambert : « Les dramatiques adieux des « bérets verts » du 1er R.E.P. à Zéralda ». « Créé au lendemain de la guerre 1939-1945, le régiment a été deux fois sacrifié en Indochine. » Non ! Les deux fois, il s'agissait du 1er bataillon étranger de parachutistes, B.E.P. et non R.E.P.

Ensuite, il est question du dégagement de la colonne Lepage encerclée dans les calcaires de la haute région du Tonkin : « Il n'en revint que sept légionnaires, pas un de plus. » Où donc M. Lambert a-t-il pris ces chiffres ? Dans l'excellent livre du capitaine Sergent, *Je ne regrette rien*, à la page 113, l'auteur écrit : « Les quelques grands blessés rendus par les Viets, les vingt-neuf rescapés qui avaient réussi à rejoindre That Khé le 10 octobre et les douze survivants de la compagnie Loth, c'était tout ce qui restait du 1er B.E.P. »

Autre source : dans le tome II du livre *C'est la légion*, des colonels L. Gaultier et C. Jacquot, concernant la même affaire, à la page 207 :

« Du 1er B.E.P., sont revenus à Langson : 3 officiers, 3 sous-officiers et 23 légionnaires. » Ces chiffres correspondent au nombre « 29 » donné par le capitaine Sergent.

Votre revue est excellente, aussi est-il regrettable de voir la vérité faussée...

M. J. R..., 33200 Bordeaux-Caudéran

(à suivre)

BON DE SOUSCRIPTION

Numéro spécial : Index

« Historia Magazine »-Guerre d'Algérie

(80 pages format 22 × 30, livrable janvier 1974)

Envoyez ce bon accompagné de la somme de 5 francs à Librairie Tallandier (Service abonnements) « Historia Magazine »-Guerre d'Algérie, 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris-14e.

M. ....

Rue ....

Ville .... *Dépt* ....

reliez vous-même les numéros de votre collection

LA GUERRE D'ALGERIE



une reliure spéciale a été prévue elle contient 16 numéros

Sobre et moderne, elle est décorée sur le dos de quatre filets dorés en plein skivertex havane, avec le titre de la collection.

Vous pouvez vous les procurer en France chez votre dépositaire, ou à nos bureaux, 18 F franco, en écrivant à la Librairie Jules Tallandier/Historia Magazine "La Guerre d'Algérie", 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris 14e (dans ce cas, n'oubliez pas de joindre à votre commande votre titre de paiement : mandat, chèque bancaire ou virement postal au CCP 2778 70).

En Belgique :
au prix de 195 FB chez tous les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite Ile, 1070 BRUXELLES - CCP Bruxelles 416-69.

En Suisse :
au prix de 18 FS chez tous les dépositaires.

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL – Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C 351